

Documentation du séminaire

Le programme *Progresser^{MC}* de
McCarthy Tétrault :
Programme de formation continue obligatoire

LE MARDI 12 FÉVRIER 2019

mcCarthy
tetraul



Table des matières

Le programme *Progresser^{MC}* de McCarthy Tétrault :

Programme de formation continue obligatoire

LE MARDI 12 FÉVRIER 2019

Ordre du jour	Page 3
Biographie des panélistes	Page 4
Présentation PPT – Les enquêtes internes : meilleures pratiques	Page 24
Présentation PPT – Litige et administration fiscale	Page 61
Présentation PPT – Gérer vos risques : gérer votre régulateur	Page 149
Présentation PPT – La TPS et la TVQ dans le secteur immobilier : ce que vous devez savoir (en anglais)	Page 193

Ordre du jour

Le programme *Progresser^{MC}* de McCarthy Tétrault :
Programme de formation continue obligatoire

LE MARDI 12 FÉVRIER 2019

8 h	Accueil et petit-déjeuner
8 h 30	Les enquêtes internes : meilleures pratiques Julie-Martine Loranger, Geneviève St-Cyr Larkin et Nicholas Trottier
10 h	Période de questions et pause
10 h 30	Litige et administration fiscale Nicolas Cloutier et Samuel Julien
12 h	Période de questions et pause
12 h 30	Gérer vos risques : gérer votre régulateur (un dîner sera servi) Julie-Martine Loranger, Geneviève St-Cyr Larkin et Nicholas Trottier
14 h	Période de questions et pause
14 h 30	La TPS et la TVQ dans le secteur immobilier : ce que vous devez savoir (en anglais seulement) Quentin Lageix et Fred Purkey
16 h	Période de questions et pause
16 h 10	Mot de la fin Fred Purkey

Biographie des panélistes

Le programme *Progresser^{MC}* de
McCarthy Tétrault :

Programme de formation continue obligatoire

LE MARDI 12 FÉVRIER 2019

mcCarthy
tetraul



Nicolas X. Cloutier

Profil



TITRE	BUREAU :	FACULTÉ DE DROIT
Associé	Montréal	Université McGill, B.C.L., LL. B., 1996
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
514-397-4102		Québec, 1999
COURRIEL		
	ncloutier@mccarthy.ca	

Biographie

M^e Cloutier est associé du groupe de droit fiscal à Montréal. Sa pratique est axée sur le règlement de différends et le litige, en fiscalité fédérale, provinciale et municipale, y compris en taxes à la consommation. M^e Cloutier conteste des demandes d'information, des perquisitions, des cotisations et des mesures de recouvrement. Il pratique également dans certains domaines connexes du droit administratif. M^e Cloutier supervise aussi une pratique importante en divulgations volontaires locales et internationales.

M^e Cloutier a plaidé, en français et en anglais, devant les tribunaux de tous les échelons du système judiciaire canadien. Il a également participé à de nombreux dossiers d'envergure devant le Tribunal administratif du Québec, en évaluation foncière et en expropriation.

Depuis quelques années, M^e Cloutier est à l'avant-plan des questions de réglementation et de conformité fiscale de l'économie du partage et du commerce électronique et de la mise en place de solutions uniques en collaboration avec les autorités fiscales.

De plus, avec son équipe et de concert avec ses clients, M^e Cloutier cherche – au-delà de la plaidoirie – à mettre en place des solutions tangibles et créatives afin de réduire les risques financiers et réputationnels des différends fiscaux.

M^e Cloutier a été reconnu par les répertoires *Canadian Legal Lexpert*, *The Best Lawyers in Canada*, *International Tax Review's Tax Controversy Leader* et *Taxnet Pro's Tax Experts Directory*. M^e Cloutier donne plusieurs conférences par année, y compris pour l'Association de planification fiscale et financière (APFF) et pour la Fondation canadienne de fiscalité (CTF).

M^e Cloutier a obtenu un B.C.L. et un LL. B. de l'Université McGill en 1996. Il a été admis au Barreau du Québec en 1999.

Nicolas X. Cloutier

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Partner	Montréal	McGill University, BCL, 1996
	DIRECT LINE	BAR ADMISSIONS
	514-397-4102	Québec, 1996
	E-MAIL	
	ncloutier@mccarthy.ca	

Biography

Mr. Cloutier is a partner in the Montréal Tax Group. His practice focuses on dispute resolution and litigation in Federal, Provincial and real-estate tax matters, as well as in GST/HST/QST. Mr. Cloutier challenges information requests, searches and seizures, reassessments and collection measures. His practice also includes related administrative law issues. Mr. Cloutier oversees a significant practice in local and international voluntary disclosures, as well.

Mr. Cloutier has appeared before all levels of Court in Canada in tax matters, pleading both in English and French. He has argued a number of high-profile evaluation and expropriation cases before the Québec Administrative Tribunal.

For the last few years, Mr. Cloutier has been at the forefront of the tax and regulatory issues raised by the sharing economy and electronic commerce and has implemented innovative tax compliance solutions with tax authorities for the world's leading sharing economy platforms.

With his team, Mr. Cloutier goes beyond advocacy to find practical and creative solutions to manage the financial and reputational risks of tax disputes.

Mr. Cloutier has been recognized by the *Canadian Legal Lexpert Directory*, *Best Lawyers in Canada*, both the *International Tax Review's Tax Controversy Leaders* and *Indirect Tax Leaders* guides, *Taxnet Pro's Tax Experts Directory*, and the *APFF Experts Directory*. Mr. Cloutier is a frequent speaker, including for the Canadian Tax Foundation and the Association de planification fiscale et financière (APFF).

Mr. Cloutier received his BCL and LLB from McGill University in 1996. He was called to the Québec Bar in 1999.

Samuel Julien

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Sociétaire	Montréal	Université de Montréal, 2015
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
514-397-4233		
COURRIEL		Québec, 2016
sajulien@mccarthy.ca		

Biographie

Samuel Julien est sociétaire au sein du groupe de droit fiscal au bureau de Montréal. Sa pratique porte principalement sur le règlement de différends et le litige en matière fiscale et administrative.

Samuel représente et conseille des particuliers et des sociétés auprès des autorités fiscales canadiennes, de l'étape de la vérification jusqu'à la contestation devant les tribunaux. Il représente également des sociétés dans le cadre de différends administratifs, notamment en matière de fiscalité municipale et de réglementation, incluant les enjeux liés au zonage.

Avant de se joindre à McCarthy Tétrault, Samuel a pratiqué dans un grand cabinet d'avocats où il a principalement représenté des clients en matière de litiges fiscaux. Il a aussi représenté une entreprise étrangère relativement à la conformité réglementaire dans le cadre d'une acquisition majeure dans le domaine minier.

Avant sa carrière en droit, Samuel a œuvré dans le domaine des technologies de l'information et de la gestion documentaire pour une société publique internationale, notamment dans le cadre de la numérisation du registre foncier québécois. Il a également agi à titre de consultant en optimisation dans le réseau de la santé.

Samuel a obtenu un baccalauréat en gestion, cheminement en comptabilité professionnelle (tableau de la réussite) de HEC Montréal en 2013 et un baccalauréat en droit (liste d'excellence du doyen) de l'Université de Montréal en 2015.

Samuel est membre de l'Association de planification fiscale et financière et la Fondation canadienne de fiscalité, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association du Jeune Barreau de Montréal. Il a été admis au Barreau du Québec en 2016.

Samuel Julien

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Associate	Montréal	Université de Montréal, 2015
	DIRECT LINE	BAR ADMISSIONS
	514-397-4235	Québec, 2016
	E-MAIL	
	sajulien@mccarthy.ca	

Biography

Samuel Julien is an associate in our Tax Group in Montréal. His practice focuses on administrative and tax litigation and dispute resolution.

Samuel represents and advises individuals and corporations in dealings with Canadian tax authorities, from the audit phase through to court challenge. He also represents corporations in administrative disputes, principally those related to municipal tax and regulations, including zoning issues.

Prior to joining McCarthy Tétrault, Samuel practised in a large law firm, where he mainly represented clients in tax litigation matters. He also represented a foreign company regarding the regulatory compliance aspect of a major mining acquisition.

Before his law career, Samuel worked in information technology and document management for an international public company, notably on the digitization of the Québec Land Register. He was also an optimization consultant in the health system.

Samuel received a bachelor's degree in management, specializing in professional accounting (honour roll), from HEC Montréal in 2013 and obtained a bachelor's degree in civil law from Université de Montréal in 2015 (honour roll).

Samuel is a member of the Association de planification fiscale et financière and the Canadian Tax Foundation. He is also a member of the Canadian Bar Association and the Young Bar Association of Montréal. He was called to the Quebec Bar in 2016.

Quentin Lageix

Profil



TITRE
Sociétaire

BUREAU
Montréal
LIGNE DIRECTE
514-397-4278
COURRIEL
qlageix@mccarthy.ca

FACULTÉ DE DROIT
Université de
Montréal, LL. B., 2013
ADMISSION AU
BARREAU
Québec, 2016

Biographie

Quentin Lageix est sociétaire au sein du groupe de droit fiscal du bureau de Montréal. Sa pratique porte principalement sur l'impôt des sociétés, la fiscalité internationale et la planification fiscale.

Quentin a obtenu un baccalauréat en droit (LL. B.) de l'Université de Montréal en 2013 et il est actuellement inscrit au programme de maîtrise en droit, option fiscalité (LLM), à HEC Montréal.

MANDATS PRÉSENTATIFS

- Walter Technologies pour surfaces dans son acquisition par ONCAP
- Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec dans l'acquisition d'une participation minoritaire totalisant 112 M\$ CA dans l'entreprise 9215-7064 Québec Inc. (connue sous le nom de Groupe Océan)
- Pomerleau relativement à l'acquisition d'une participation minoritaire par la Caisse de dépôt et placement du Québec, d'une valeur de 50 M\$ CA
- CO2 Solutions Inc. dans le cadre de son placement public de débentures non garanties convertibles et de bons de souscription d'actions ordinaires pour 1,5 M\$ CA
- Groupe Solmax Inc. dans l'acquisition de GSE Holdings Inc.
- Rayonier Advanced Materials Inc. dans le cadre de son acquisition de Tembec Inc. pour 1,1 G\$ CA

Quentin est membre de l'Association canadienne d'études fiscales et de l'Association de planification fiscale et financière. Il est également membre de l'Association du Barreau canadien et de l'Association du Jeune Barreau de Montréal. M^e Lageix a été admis au Barreau du Québec en 2016.

Quentin Lageix

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Associate	Montréal	Université de Montréal, LL.B., 2013.
	DIRECT LINE	
	514-397-4278	BAR ADMISSION
	E-MAIL	Québec, 2016
	qlageix@mccarthy.ca	

Biography

Quentin Lageix is an associate in our Tax Group in Montréal. His practice focuses on corporate tax, international taxation and tax planning.

Quentin holds a Bachelor's degree in law from Université de Montréal (LLB), from which he graduated in 2013, and is currently completing a Master's degree in tax law (LLM) at HEC Montréal.

REPRESENTATIVE MATTERS

- Walter Surface Technologies in its acquisition by ONCAP
- Fonds de solidarité des travailleurs du Québec and Caisse de dépôt et placement du Québec in the acquisition of a minority stake totalling C\$112 million in 9215-7064 Québec Inc. (known as Groupe Océan)
- Pomerleau in the acquisition of a minority interest by Caisse de dépôt et placement du Québec for C\$50 million
- CO2 Solutions Inc. in the C\$1.5 million public offering of convertible unsecured debentures and common share purchase warrants
- Groupe Solmax Inc. in the acquisition of GSE Holdings Inc.
- Rayonier Advanced Materials Inc. in its C\$1.1 billion acquisition of Tembec Inc.

Quentin is a member of the Canadian Tax Foundation and the Association de planification fiscale et financière. He is also a member of the Canadian Bar Association and the Young Bar Association of Montreal. Quentin was called to the Québec Bar in 2016.

Julie-Martine Loranger

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Associée	Montréal	Université de Montréal, LL. B., 1983
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
	514-397-4221	Québec, 1983
COURRIEL		
	jmloranger@mccarthy.ca	

Biographie

Julie-Martine Loranger est associée au sein du groupe de litige de McCarthy Tétrault à Montréal. M^e Loranger met au profit des clients plus de 30 ans d'expérience dans le domaine des actions collectives portant sur des questions d'ordre contractuel et extracontractuel, la responsabilité du fait du produit, la responsabilité civile, la protection du consommateur et les valeurs mobilières.

Julie-Martine possède une solide expertise dans le domaine des crimes économiques et des enquêtes connexes. Elle a conseillé et représenté des institutions financières et leurs filiales, des fabricants, des distributeurs et des fournisseurs dans le cadre de mandats complexes et d'importantes actions collectives. Grâce à ses conseils pratiques, qui concilient les aspects juridiques et les aspects liés à la gestion du risque, Julie-Martine répond aux besoins précis de ses clients et elle traite les enjeux auxquels ils font face. Elle leur fournit des conseils adaptés à leur secteur d'activité et les encadre sur le plan de la gestion de leur réputation. Elle possède également une expérience de pointe en matière d'enquêtes transfrontalières portant sur des allégations de délits d'initiés et de corruption d'agents étrangers.

Julie-Martine a plaidé devant les tribunaux de toutes les juridictions, dont la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel du Québec et la Cour supérieure, et elle a représenté des clients devant divers organismes de réglementation ainsi que dans le cadre de séances d'arbitrage et de médiation.

Elle est membre (Fellow) de l'American College of Trial Lawyers. Ce titre prestigieux est décerné sur invitation seulement aux avocats plaignants chevronnés dont la carrière s'inscrit dans le respect des normes d'éthique les plus strictes. Le nombre de membres de cette association ne peut pas dépasser un pour cent du nombre total d'avocats d'un état ou d'une province.

Julie-Martine est également membre (Fellow) du Litigation Counsel of America (LCA), une société honorifique d'avocats plaignants qui comprend moins d'un demi pour cent de l'ensemble des avocats, juges et universitaires en Amérique du Nord. Le LCA admet ses membres sur invitation après une évaluation minutieuse des résultats et des réalisations en matière de litige, tant en première instance qu'en appel, et de leur réputation d'éthique supérieure.

En 2017, Julie-Martine a reçu le titre d'Avocate émérite du Barreau du Québec en reconnaissance de son excellence professionnelle, de sa contribution remarquable à la profession et de son rayonnement exceptionnel. Le magazine *Le Monde Juridique* l'a reconnue parmi les 10 meilleures avocates plaidantes en litige commercial au Québec.

Julie-Martine donne régulièrement des conférences sur la gestion de crise, la cybersécurité, les questions de privilège, ou de secret professionnel, et les pratiques exemplaires se rapportant aux enquêtes internes. Elle donne également une série de conférences sur l'art de la négociation avec Me Jean Charest, ancien premier ministre du Québec.

Julie-Martine a également suivi le programme de perfectionnement des administrateurs de l'Institut des administrateurs de sociétés et a obtenu le titre IAS.A en 2008. Elle a été nommée par le ministre des Finances pour représenter les intérêts des consommateurs au sein du conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages. Elle est membre du conseil d'administration de la Fondation Lise Watier, un organisme national sans but lucratif qui a pour mission de favoriser l'autonomie des femmes et d'aider les jeunes filles à bâtir leur avenir.

Son nom figure dans le répertoire *Best Lawyers in Canada* de 2019 dans les domaines du litige en actions collectives, du litige en droit des sociétés et en droit commercial, ainsi que du droit des assurances. Julie-Martine a également reçu, en 2017, un prix *Lexology Client Choice* dans la catégorie des litiges au Québec.

Julie-Martine Loranger

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Associée	Montréal	Université de Montréal, LL. B., 1983
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
	514-397-4221	Québec, 1983
COURRIEL		
	jmloranger@mccarthy.ca	

Biography

Julie-Martine Loranger is a partner in the firm's Litigation Group in Montréal. Drawing on more than 30 years of experience, her practice focuses on class actions related to contractual and extra-contractual matters, product liability, tort, consumer protection and securities.

Julie-Martine possesses strong expertise in white-collar crime and investigations. She has counselled and represented financial institutions and their subsidiaries, manufacturers, distributors and vendors in complex assignments and high-profile class actions, responding to specific needs and concerns by providing clients with practical legal and risk management advice, based on their business and reputational priorities. She also has leading edge experience with cross boarder investigation involving allegation of insider trading and corruption of foreign officer.

Julie-Martine has appeared before courts of all jurisdictions, including the Supreme Court of Canada, the Québec Court of Appeal, the Superior Court, and various regulators, arbitrators and mediators.

She is a Fellow of the American College of Trial Lawyers, a prestigious fellowship extended by invitation only to experienced trial lawyers whose careers have been marked by the highest standards of ethical conduct and for which the membership cannot be more than 1% of the total lawyer population of any state or province.

She is also a Fellow of the Litigation Counsel of America (LCA), a trial lawyer honorary society whose membership is limited to less than one half of one percent of North American lawyers, judges and scholars. Fellowship in the LCA is highly selective, by invitation only, based on excellence and accomplishments in litigation, both at trial and appellate levels, and superior ethical reputation.

In 2017, Julie-Martine was awarded the title *Advocatus Emeritus* by the Québec bar in recognition of her professional excellence, outstanding contribution to the profession, and exceptional outreach. She has also been named among the top 10 of business litigation's best women lawyers in Québec, published by *Le Monde Juridique*.

Among other professional activities, she regularly speaks on crisis management and cybersecurity, issues of privilege and best practices for internal investigations. She is co-speaker for a conference series on the art of negotiating with Mr. Jean Charest, former Premier of Québec.

Julie-Martine also completed the Directors Education Program of the Institute of Corporate Directors in 2008. She was appointed by the Minister of Finance to represent the interests of the consumer within the Board of Directors of the Chambre de l'assurance de dommages. She is also member of the board of the Lise Watier Foundation, a national non-profit organization whose mission aims to empower women and girls to gain autonomy.

The 2019 *Best Lawyers in Canada* publication recognized Julie-Martine in the Class Action Litigation, Corporate and Commercial Litigation and Insurance Law rankings. She also received *Lexology's* 2017 Client Choice Award for Litigation in Québec.

Fred Purkey

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Associé	Montréal	Université McGill, 1996
	LIGNE DIRECTE	ADMISSION AU BARREAU
	514-397-4174	Québec, 1998
	COURRIEL	
	fpurkey@mccarthy.ca	

Protéger vos intérêts fiscaux dans le contexte d'importantes fusions et acquisitions, de restructurations d'entreprises et de questions complexes de structuration fiscale. C'est ce que Fred Purkey fera pour vous.

Fred participe à un grand nombre de dossiers, principalement des opérations d'envergure comportant de multiples aspects variables. Il applique son approche pratique à la résolution d'enjeux complexes et ses décisions prises au moment opportun évitent les retards potentiels. En poste à Montréal, Fred est associé au sein de notre groupe national du droit fiscal. Il conseille les clients sur les questions d'impôt sur le revenu liées aux fusions et acquisitions de sociétés ouvertes et fermées, aux restructurations d'entreprises, aux fiducies de placement immobilier, aux caisses de retraite, aux structures de financement et aux fonds de capital d'investissement privé.

DÉTERMINÉ ET CRÉATIF

Fred représente d'importantes entités de l'immobilier commercial ayant des immeubles au Québec et ailleurs au Canada, de même que des sociétés internationales faisant affaire au Canada. Il conseille également des sociétés canadiennes en matière de taxe sur les produits et services et de régimes de rémunération des employés.

Grâce à sa vaste expérience des opérations d'envergure, Fred maîtrise tous les angles de la transaction et agit comme centre de connaissances fiscales tout au long de l'opération. Les clients peuvent se fier à sa capacité établie de résoudre les questions fiscales au moyen de solutions créatives qui favorisent la réussite d'une opération.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

- A conseillé un groupe d'investissement dans l'acquisition d'une grande franchise sportive canadienne. Cette opération, qui englobait également les installations sportives de l'équipe et une importante société indépendante de promotion d'événements, est considérée comme l'une des acquisitions les plus importantes réalisées dans le sport professionnel en Amérique du Nord.
- A représenté un important fonds de placement immobilier canadien dans le cadre d'une acquisition non sollicitée d'un autre fonds de placement immobilier pour 900 millions de dollars.

- A représenté un éminent groupe immobilier dans le cadre de son offre publique d'achat négociée visant une importante fiducie de placement immobilier pour environ 119 millions de dollars. L'opération a abouti au passage du client de la Bourse de croissance TSX à la Bourse de Toronto. Cette offre l'a emporté sur une offre publique d'achat non sollicitée par un concurrent principal du client.
- A représenté un éminent groupe immobilier dans le cadre de sa conversion avec report d'impôt de société de placement à capital variable à une fiducie de placement immobilier et de sa restructuration interne en vue de la simplification de sa structure.
- A représenté un important fonds de placement immobilier relativement à l'acquisition, au montant de 1,527 milliard de dollars, d'un portefeuille composé de 11 centres commerciaux, de trois tours de bureaux et d'un immeuble industriel auprès d'une société immobilière multinationale.
- A représenté un détaillant de produits électroniques réputé lors de son acquisition de l'exploitant de chaînes de magasins concurrentes, dans le cadre d'une opération évaluée à environ 286 millions de dollars US.
- A représenté une grande entreprise manufacturière dans son acquisition d'un important fabricant et commerçant de produits de nettoyage au Canada.
- A représenté une agence mondiale centrée sur la transformation numérique des entreprises quant à son acquisition de toutes les actions en circulation d'une société multinationale de services numériques ayant son siège à Toronto.
- A représenté une importante entreprise familiale de fabrication de rubans auto-adhésifs lors de son acquisition par un fabricant de plastique polyoléfinique spécialisé et de produits d'emballage inscrit à la cote de la TSX.
- A représenté un important fabricant et distributeur de produits de soins à domicile et de produits médicaux professionnels, lors de la vente de l'un de ses portefeuilles de marque englobant des produits de mobilité et de sécurité dans la salle de bains.
- A représenté une bourse canadienne dans le cadre d'une fusion de 1,1 milliard de dollars avec une autre bourse canadienne.
- A représenté l'émetteur dans le cadre d'une offre globale de 5 milliards de dollars de billets de premier rang.
- A représenté l'émetteur dans le cadre d'une émission de billets de premier rang de 2 milliards de dollars.
- A représenté les preneurs fermes dans le cadre d'une offre de prise ferme de 260 millions de dollars d'une compagnie aérienne canadienne.
- A représenté une fiducie de placement immobilier canadienne dans le cadre de l'achat d'un portefeuille immobilier de 700 millions de dollars.
- A représenté une société d'optique cotée en bourse dans le cadre de l'acquisition de 120 millions de dollars d'une chaîne de points de vente au détail au Québec, en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Fred rédige régulièrement des articles sur des questions fiscales et fait bénéficier de son expertise des groupes d'experts lors de conférences fiscales nationales et internationales. Il a donné des cours sur la fiscalité à la Faculté de droit de l'Université McGill et sur l'imposition des biens immobiliers dans le cadre du programme de fiscalité du diplôme de deuxième cycle de l'Université McGill.

Fred a suivi le Cours fondamental d'impôt, niveaux I, II et III, de l'Institut canadien des comptables agréés et est un praticien en fiducies et successions. Il a reçu ses diplômes en common law et en droit civil (B.C.L./LL. B.) de l'Université McGill en 1996 et été admis au Barreau du Québec en 1998. Auparavant, il avait obtenu une maîtrise ès arts en sciences politiques de l'Université Yonsei, Corée du Sud (1990), et un baccalauréat ès arts en relations internationales de l'Université Acadia (1988).

PRIX ET DISTINCTIONS

The Canadian Legal Lexpert Directory

Avocat chef de file, droit fiscal

Fred Purkey

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Partner	Montréal	McGill University, 1996
	DIRECT LINE	BAR ADMISSION
	514-397-4174	Québec, 1998
	EMAIL	
	fpurkey@mccarthy.ca	

Protect your tax interests in the context of large M&As, corporate reorganizations and complex tax structuring issues. That's what Fred Purkey will do for you.

Fred is called in on a great number of files, mostly large transactions with a lot of moving parts, employing a practical approach to solving complex problems and making timely decisions to eliminate potential delays. A partner in our National Tax Group, located in Montréal, Fred advises on the income tax issues relating to mergers and acquisitions of public and private corporations, corporate reorganizations, real estate investment trusts, pension funds, financing structures and private equity funds.

RELIABLE AND CREATIVE

Fred acts for large commercial real estate entities with holdings in Québec and elsewhere in Canada, as well as for international corporations doing business in Canada. He also advises Canadian companies on goods and services tax matters, and employee compensation arrangements.

Using his extensive experience in large transactions, Fred remains on top of the deal, acting as the central repository of the knowledge from the tax perspective all the way through the transaction. Clients can rely on his proven ability to solve tax issues with creative solutions to ensure a successful transaction.

REPRESENTATIVE EXPERIENCE

- ¬ Acted as counsel to an investment group in the acquisition of a major Canadian sports franchise. This transaction, which also included the team's playing facility and a large independent events promotion company, is considered to be among the most significant acquisitions ever completed in professional sports in North America.
- ¬ Represented a major Canadian Real Estate Investment Trust in its \$900-million unsolicited acquisition of another Real Estate Investment Trust.
- ¬ Represented a prominent real estate group in its negotiated takeover bid of a large Real Estate Investment Trust for approximately \$119 million. The transaction culminated in the client's graduation from the TSX Venture Exchange to the Toronto Stock Exchange. This bid defeated an unsolicited takeover bid from one of the client's key competitors.

- Represented a prominent real estate group in its tax-deferred conversion from a mutual fund corporation into a real estate investment trust, and its internal reorganization to simplify its structure.
- Represented a major Real Estate Investment Trust in the \$1.527-billion acquisition of a portfolio of 11 shopping centres, three office properties and one industrial property from a multinational real estate corporation.
- Represented a high-profile electronics retailer in its acquisition of a corporation which operated competing chains, in a transaction valued at approximately US\$286 million.
- Represented a large manufacturing company in its acquisition of one of Canada's leading manufacturer and marketers of cleaning products.
- Represented a global digital business solutions agency in its acquisition of all the outstanding shares of a multinational digital services company headquartered in Toronto.
- Represented a large family-owned tape manufacturer in its acquisition by a TSX-listed packaging and adhesives company.
- Represented a leading manufacturer and distributor of home healthcare and medical professional products, in the sale of one of its brand portfolios consisting of mobility and bathroom safety products.
- Represented a Canadian stock exchange in its \$1.1 billion merger with another Canadian stock exchange.
- Represented the issuer on a global offering of \$5 billion of senior notes.
- Represented the issuer on an offering of \$2 billion of senior notes.
- Represented the underwriters on a \$260 million bought deal offering from a Canadian airline.
- Represented a Canadian real estate investment trust in its \$700 million purchase of a real estate portfolio.
- Acted for a publicly-listed optical company in its \$120 million acquisition of a chain of retail optical outlets across Québec, British Columbia, Alberta, Ontario and New Brunswick.

Fred writes widely on tax issues, and lends his expertise to panels at national and international tax conferences. He has lectured on taxation at McGill University Faculty of Law, and on the taxation of real estate in the McGill University Graduate Diploma in Taxation program.

Fred completed the Canadian Institute of Chartered Accountants, In-Depth Tax Course, Levels I, II & III, and is a Trust and Estate Practitioner (TEP). He received his Common and Civil Law (BCL/LLB) degrees from McGill University in 1996 and was called to the bar of Québec in 1998. Previously, he received an MA in Political Science from Yonsei University, South Korea (1990), and a BA in International Relations from Acadia University (1988).

AWARDS & RANKINGS

The Canadian Legal Lexpert Directory

Leading lawyer, corporate tax

Geneviève St-Cyr Larkin

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Sociétaire	Montréal	Université de Sherbrooke, LL. B, 2013
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
	514-397-4233	Québec, 2014
COURRIEL		
	gstcylarkin@mccarthy.ca	

Biographie

Geneviève St-Cyr Larkin est sociétaire au sein du groupe de litige au bureau de Montréal. Sa pratique est axée sur les litiges commerciaux, plus particulièrement ceux liés au droit bancaire, à la fraude et aux valeurs mobilières, les crimes économiques, la conformité réglementaire et les enquêtes internes.

Geneviève possède également une expertise particulière en commerce international. Elle conseille les clients sur l'application du droit du commerce international canadien, y compris les droits antidumping et compensateurs et les sanctions économiques.

Geneviève a notamment :

- représenté des institutions financières dans plusieurs poursuites complexes, incluant des actions collectives;
- représenté un défendeur dans l'une des plus importantes affaires pénales liées à des opérations d'initiés de l'histoire du Canada;
- réalisé une enquête interne multijuridictionnelle au sujet d'allégations de corruption d'agents publics;
- conseillé des entreprises sur les conséquences économiques et pénales d'accusations criminelles et réglementaires;
- représenté des sociétés publiques dans le cadre d'enquêtes criminelles et réglementaires d'autorités fédérales et provinciales;
- conseillé des entreprises dans des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs.

Geneviève est titulaire d'un diplôme en droit civil et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Sherbrooke. Dans le cadre de son cheminement coopératif, Geneviève a effectué un stage auprès de l'équipe d'audit interne d'une importante société publique canadienne. Elle a également étudié le droit international à l'Université de Montpellier 1, en France.

Geneviève est présidente du conseil des Jeunes administrateurs de l'Institut sur la gouvernance des organisations privées et publiques.

Geneviève St-Cyr Larkin

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Associate	Montréal	Université Sherbrooke, LL.B., 2013
	DIRECT LINE	BAR ADMISSION
	514-397-4233	Québec, 2014
	EMAIL	
	gstcylarkin@mccarthy.ca	

Biography

Geneviève St-Cyr Larkin is an associate in our Litigation Group in Montréal. Her practice focuses on commercial litigation more particularly related to banking law, fraud and securities, white collar defence, regulatory compliance, and internal investigations.

She also has a specific expertise in international trade. She provides advice to clients regarding the application of Canadian trade law, including anti-dumping, countervail and safeguard measures, and economic sanctions.

Geneviève's experience includes :

- representing financial institutions in complex civil law suits and class actions;
- representing a defendant in one of the biggest penal insider trading cases in Canadian history;
- conducting multijurisdictional internal investigation on allegations of corruption of public officials;
- advising corporations on the economic and penal consequences of criminal and regulatory accusations;
- representing public corporations in criminal and regulatory investigations by federal and provincial authorities;
- advising corporations during anti-dumping and countervailing duty investigations.

Geneviève completed her degree in civil law and her Master of Business Administration at Université de Sherbrooke. Through the co-op program, Geneviève completed an internship with the internal audit team of a major public Canadian corporation. She also spent a semester studying international law at Université de Montpellier 1 in France.

Geneviève is the President of the board of the Young Directors of the Institute for Governance of Private and Public Organizations.

Nicholas Trottier

Profil



TITRE	BUREAU	FACULTÉ DE DROIT
Avocat-conseil	Montréal	Université de Montréal, LL. B., 2001
LIGNE DIRECTE		ADMISSION AU BARREAU
514-397-4192		Québec, 2003
COURRIEL		
ntrottier@mccarthy.ca		

Biographie

Nicholas Trottier est avocat-conseil en preuve électronique à notre bureau de Montréal au sein de MT>3, une division de McCarthy Tétrault. MT>3 est le chef de file canadien en matière de gestion de la preuve électronique (« e-Discovery »), de gouvernance de l'information et de gestion de l'information numérique.

La pratique de Nicholas porte principalement sur les domaines de la gestion de e-Discovery, de la gestion électronique de dossiers et de la preuve en litige civil et commercial.

Il est notamment impliqué dans la défense d'actions collectives fondées sur la responsabilité des fabricants de produits pharmaceutiques, ainsi que les litiges commerciaux, plus particulièrement en droit bancaire, fraude et valeurs mobilières, conformité réglementaire et enquêtes internes.

Nicholas a obtenu son baccalauréat en droit en 2001 de l'Université de Montréal et un baccalauréat en biochimie (B. Sc.) de l'Université de McGill, où il a également étudié en informatique. En 2008, il a par ailleurs complété un certificat d'études supérieures en bioéthique à l'Université de Montréal.

Avant et pendant ses études de droit, Nicholas a travaillé pendant plusieurs années dans l'industrie pharmaceutique, notamment dans la fabrication, les affaires réglementaires et les technologies de l'information.

Nicholas est membre de l'Association du Barreau canadien et du Barreau du Québec.

Nicholas Trottier

Lawyer Profile



TITLE	OFFICE	LAW SCHOOL
Counsel	Montréal	Université de Montréal, LLB, 2001
DIRECT LINE		BAR ADMISSIONS
514-397-4192		Québec, 2003
E-MAIL		
ntrottier@mccarthy.ca		

Biography

Nicholas Trottier is e-discovery counsel in our Montréal office within MT>3, a division of McCarthy Tétrault. MT>3 is Canada's leader in e-discovery, information governance and the management of digital information.

His practice focuses on e-discovery and electronic case and evidence management in civil and commercial litigation.

He is involved in the defence of class actions based on the liability of pharmaceutical manufacturers, as well as commercial litigation, particularly in banking law, fraud and securities, white collar defence, regulatory compliance, and internal investigations.

Nicholas received his LLB in 2001 from the Université de Montréal and his B.Sc. (biochemistry) in 1996 from McGill University, where he also studied computer science. In 2008, he received his postgraduate certificate in bioethics from the Université de Montréal.

Before and during his law studies, Nicholas worked for several years in the pharmaceutical industry, particularly in manufacturing, regulatory affairs and information technology.

Nicholas is a member of the Canadian Bar Association and the Québec bar.

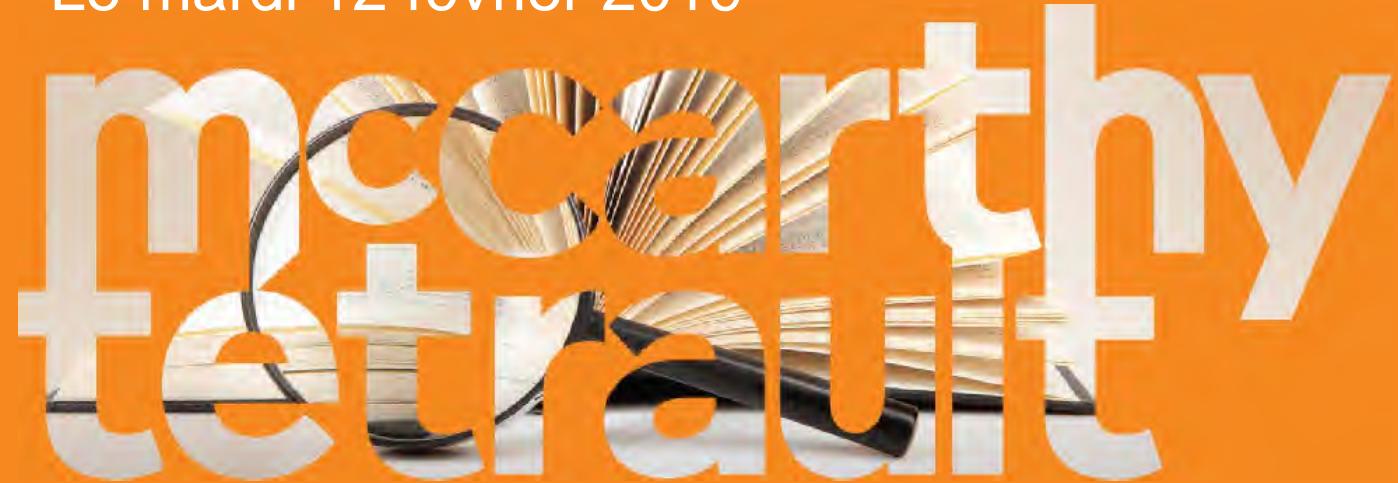


Le programme *Progresser^{MC}* de McCarthy Tétrault
Bâtir nos compétences pour mieux croître

Les enquêtes internes : meilleures pratiques

Julie-Martine Loranger, Geneviève St-Cyr Larkin et Nicholas Trottier

Le mardi 12 février 2019



Introduction et vue d'ensemble

1. Quand déclencher une enquête interne
2. Qui participe à l'enquête
3. Bonnes pratiques durant l'enquête
4. Et après l'enquête....

1. Quand déclencher une enquête interne

« Membres du CA, nous avons reçu une alerte anonyme que l'un de nous a commis une fraude de plusieurs millions de dollars! »

« Il faut agir rapidement!
Lançons une enquête... »

« Oui! Une enquête pour trouver cette source anonyme! »

« **C'est beau! Je m'en occupe!** »



Risques de ne pas faire ou de mal faire une enquête

- ¬ Risque financier
 - ¬ Poursuite par la victime présumée, les actionnaires, les autorités...
- ¬ Risque lié à la réputation
- ¬ Contemporanéité
 - ¬ Perte de preuve / oubli des faits
- ¬ Coûts d'une enquête c. coûts à long terme de ne rien faire

Les cas classiques d'enquêtes internes

Allégations de comportement illégal ou irrégulier :

- ¬ Dénonciation interne par un employé
(« *whistleblower* »)
- ¬ Mécanismes de contrôle interne : financiers,
éthiques ou opérationnels
- ¬ Enquête d'une autorité locale ou étrangère
 - ¬ Perquisition
 - ¬ Ordonnance de production de documents
 - ¬ Demande d'information ou autre communication
 - ¬ Enquête visant l'industrie

Autres scénarios pour une enquête interne

- ¬ Possibilité de rappel de produit / plaintes de clients
- ¬ Harcèlement au travail (#metoo)
- ¬ Fuite de secrets de l'entreprise ou non-respect d'une clause d'exclusivité

Faire une enquête pour prouver aucun comportement illégal ou irrégulier →

Quand déclencher une enquête interne



Le lendemain, la compagnie de mononcle Jean fait une annonce qui a l'effet de doubler la valeur de son titre en bourse

Pourquoi mener une enquête interne ?

- ¬ Découvrir et comprendre les faits
- ¬ Déterminer l'« *exposure* »
- ¬ Mettre fin à un comportement illégal et sanctionner
- ¬ Protéger les administrateurs/dirigeants
- ¬ Gérer les risques de réputation
- ¬ Une réglementation vous demande d'enquêter
- ¬ Valider l'intégrité des communications au marché, des états financiers ou des processus et contrôles internes
- ¬ Préparer l'entreprise à se défendre en cas de poursuite ou à entreprendre des poursuites contre des tiers
- ¬ Évaluer les mécanismes internes pour éviter qu'une telle situation se reproduise

Exemples d'enquête

- ¬ Éléments pouvant mener à une enquête :
 - ¬ Délits d'initiés
 - ¬ Fraude de placement
 - ¬ Manipulation des marchés
 - ¬ Informations fournies par la société et ses états financiers
 - ¬ Plainte émanant du public
 - ¬ Événement de marché/rapport médiatique

2. Qui participe à l'enquête

- ¬ Généralement gérée par l'avocat
 - ¬ Interne ou externe
- ¬ L'enquête peut relever directement du Conseil d'administration ou du Comité de vérification en cas d'allégations sérieuses, par ex. si le sujet :
 - ¬ Vise le comportement d'un cadre supérieur
 - ¬ Touche l'intégrité des états financiers
 - ¬ Risque d'avoir un impact important sur l'entreprise ou sa réputation

Enquête relevant du Conseil d'administration

- ¬ Le Conseil doit approuver le mandat et la composition d'un comité indépendant
- ¬ Le comité doit disposer des ressources et de l'autorité nécessaires pour remplir son mandat
- ¬ Le comité devra faire rapport au Conseil d'administration et formuler des recommandations
- ¬ Les membres du comité ne doivent pas être en conflit d'intérêts; leur indépendance est cruciale

« J'entends encore des histoires d'horreur au sujet du comportement de Guy! Il faut faire de quoi! »



« Désolé! Tant que nous n'avons pas une plainte officielle ou une preuve concrète, on ne peut rien faire. En plus, c'est le plus performant de sa division! Il est intouchable....»

Autres participants à l'enquête

¬ Intervenants internes

- ¬ Département des technologies de l'information
- ¬ Ressources humaines

¬ Intervenants externes, qui doivent être retenus par les avocats, pour maintenir le privilège:

- ¬ Fournisseur e-Discovery
- ¬ Juricomptable
- ¬ Autre expert dans le domaine pertinent

3. Bonnes pratiques durant l'enquête

- ¬ Planification rigoureuse
- ¬ Choix d'enquêteurs et d'intervenants
- ¬ Gestion de la preuve
- ¬ Maintien de la confidentialité
- ¬ Protection du secret professionnel
- ¬ Présenter les conclusions de l'enquête

« *Plan de match* »

- ¬ Déterminer les objectifs et les paramètres
- ¬ Fixer les délais
- ¬ Établir les sources d'informations et méthodes de collecte
- ¬ Assigner les rôles et responsabilités
- ¬ Bien documenter chaque étape
- ¬ Déterminer le destinataire et le format du rapport

L'enquête multi-juridictionnelles

- ¬ Comportement ayant des répercussions à l'extérieur du Canada, ex. allégations de complot mondial
- ¬ Les avocats de chaque pays doivent coordonner leurs activités dès le début de l'enquête
- ¬ La décision de collaborer ou non avec l'une des autorités a des répercussions dans les autres pays
- ¬ Conséquences de partager les fruits de l'enquête interne dans chaque pays
- ¬ Connaître les règles dans les autres juridictions, par ex. de privilège ou accords de poursuite suspendue (*DPA*)

Cas récent: *SEC v. Herrera, 2017 WL 6041750*

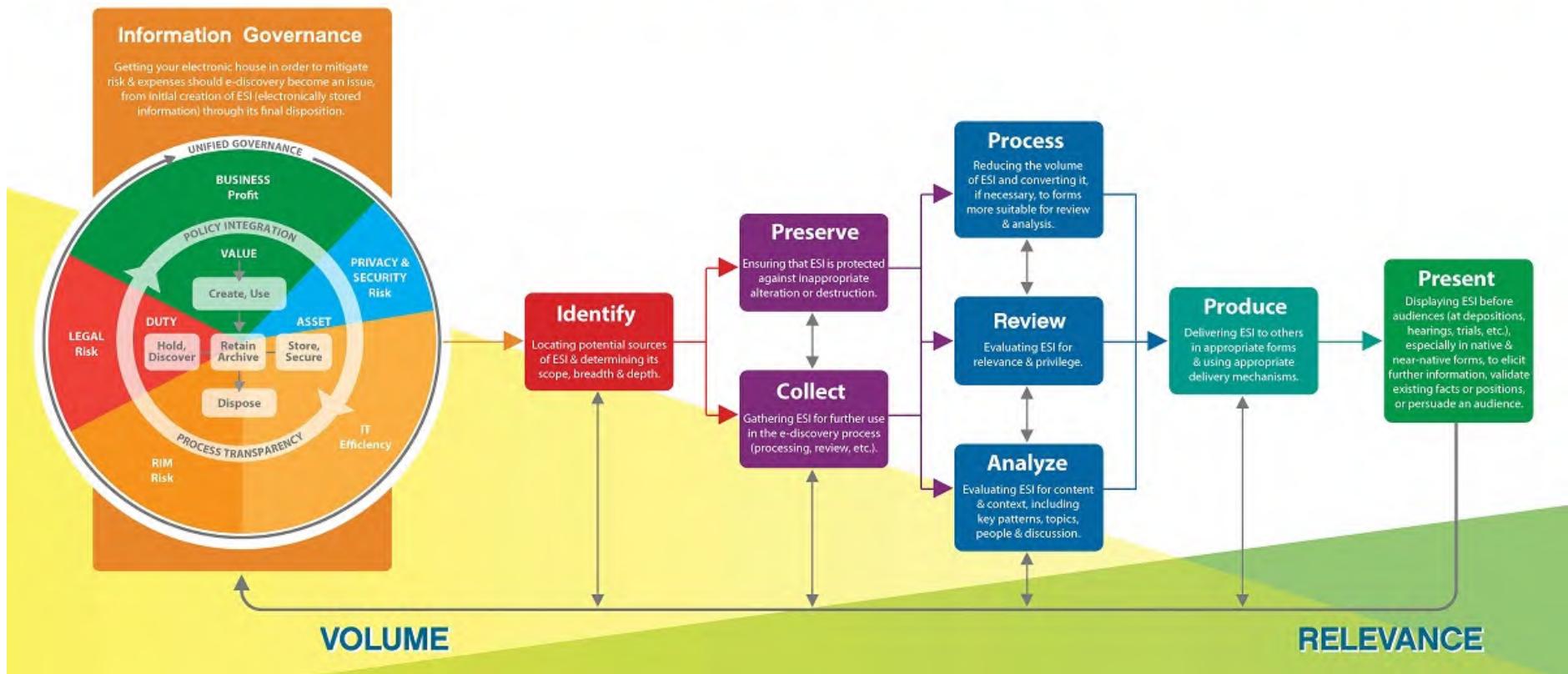
- ¬ Embauche de Morgan Lewis pour enquêter sur des erreurs de comptabilité dans une filiale au Brésil
- ¬ Notes et résumés d'entrevues préparés par Morgan Lewis
- ¬ Communication parallèle constante avec la SEC: Morgan Lewis résume, oralement, les entrevues de 12 témoins
- ¬ SEC mène sa propre enquête et dépose une action civile à l'encontre de deux anciens dirigeants pour fraude
- ¬ Les accusés demandent d'obtenir les notes et résumés d'entrevues
- ¬ Leur requête est accordée
 - ¬ La compagnie avait renoncé à la protection du “work-product” issu de l'enquête interne lorsque des résumés d'interrogatoires verbaux avaient été faits à la SEC
 - ¬ La décision tient compte du caractère d'adversaire potentiel de la SEC face à la compagnie

Gestion de la preuve

- ¬ L'importance de préserver ou capturer la preuve en début de l'enquête
 - ¬ **AVANT LES ENTREVUES**
- ¬ Localisation de la preuve
 - ¬ Sources mobiles (ordinateur portatif, cellulaire, tablette électronique)
 - ¬ Documents papier et archives
 - ¬ Questionnaire concernant la documentation

Gestion de la preuve électronique

Electronic Discovery Reference Model



Gestion de la preuve documentaire

- ¬ Collecte des données informatiques
 - ¬ Organiser rapidement une rencontre avec le responsable des services informatiques et ses techniciens
 - ¬ Arrêter la destruction automatique des documents électroniques
 - ¬ Demander de faire immédiatement une copie de sauvegarde du système informatique
 - ¬ Documenter la collecte et assurer contrôle de qualité
- ¬ Garder en tête les sources de preuve auxquelles vous n'avez pas nécessairement accès
 - ¬ Appareils et comptes de courriels personnels
 - ¬ Médias sociaux

Gestion de la preuve - entrevues



« Merci d'être venu. On sait ce que t'as fait. Tu vas répondre à mes questions. En passant, je vais enregistrer l'entrevue.... »

Gestion de la preuve - entrevues

- ¬ Importance des entrevues dans le processus d'enquête
- ¬ Préparation d'un questionnaire
- ¬ Ne pas être seul pour l'entrevue
- ¬ Prendre des notes – ne pas enregistrer les entrevues
- ¬ Mise en garde « *Upjohn* »
 - ¬ Avis quant à la confidentialité de l'entrevue
 - ¬ Avis quant au privilège
- ¬ S'assurer de rencontrer tous les témoins pertinents (dans un ordre logique)

Maintien de la confidentialité

- ¬ Éléments clés :
 - ¬ Indépendance du processus d'enquête
 - ¬ Sauvegarde des privilèges, dont le secret professionnel
 - ¬ Tension possible avec les obligations de divulgation publique d'un émetteur assujetti

Obligations de divulgation

- ¬ Parfois nécessaire de divulguer l'existence d'une enquête interne ou externe, ses conclusions ou leur impact sur les résultats financiers (*Autorité des marchés financiers c. Groupe SNC-Lavalin Inc.*, 2013 QCCA 884)
- ¬ Obligation de divulgation aux autorités réglementaires
- ¬ Obligation d'une société publique d'émettre un communiqué de presse ou de divulguer dans un document public/états financiers
- ¬ Obligation de divulguer la création d'un comité spécial indépendant

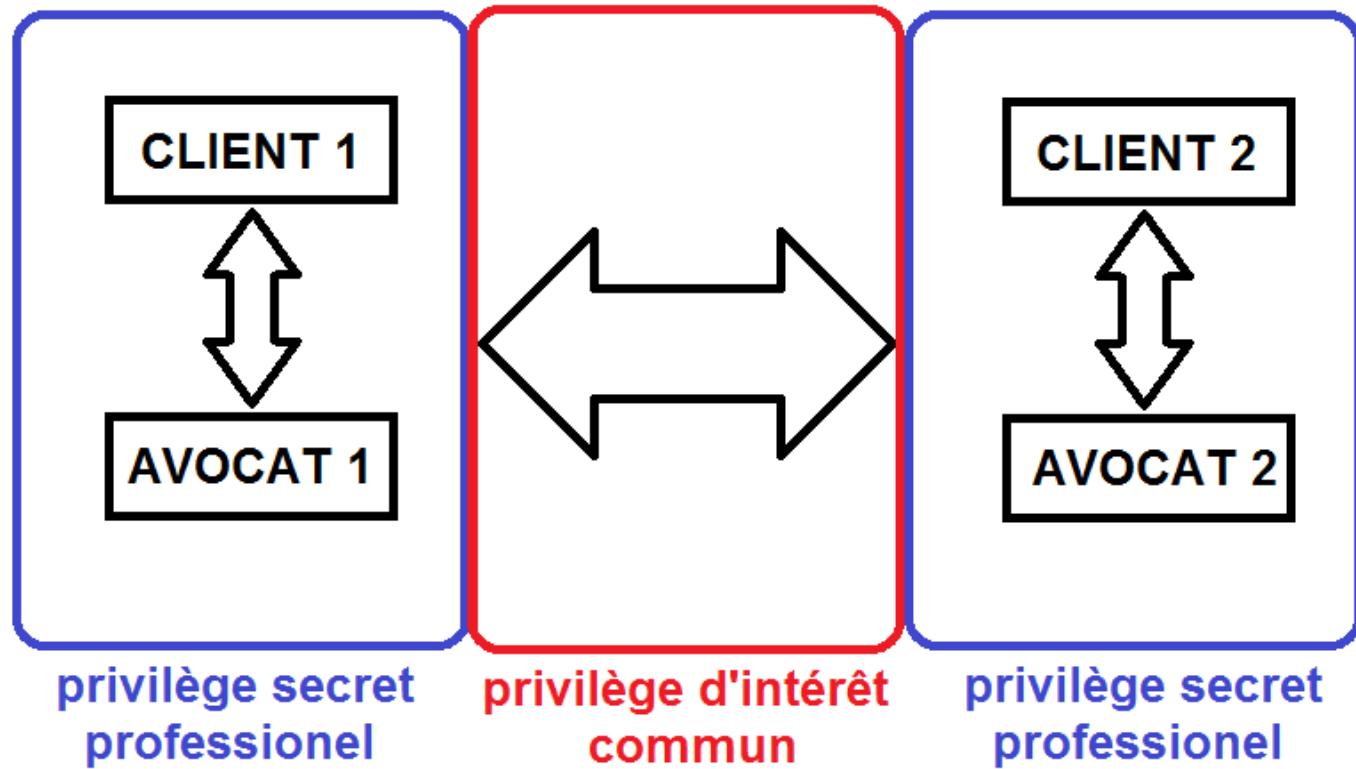
Protection des privilèges

- ¬ Les différents privilèges
 - ¬ Secret professionnel : communication d'informations confidentielles entre un avocat et son client aux fins d'obtenir un avis juridique
 - ¬ Privilège relatif au litige : communication ayant pour objectif principal de se préparer pour un litige en cours ou raisonnablement anticipé
 - ¬ Privilège d'intérêt commun : requiert une finalité commune entre des parties qui recherchent les mêmes conclusions face à la situation et qui partagent des intérêts

Privilège d'intérêt commun

- ¬ ATTENTION – risque d'obstruction à la justice
- ¬ Utilisation d'une entente d'intérêt commun
- ¬ Utiliser des accords de non-divulgation avec les tiers et inclure une clause de non-renonciation au secret professionnel

L'importance d'une entente d'intérêt commun



Étapes clés pour protéger le privilège

1. Avocat interne:
 - i. Chapeau de conseiller juridique
 - ii. Point central de toutes les communications échangées
 - iii. Communications privilégiées c. non privilégiées – fichiers séparés
2. Communications écrites ou électroniques – mention “privilégié et confidentiel”
3. Divulgation des échanges courriels et de documents – groupe limité qui ont reçu instruction spécifique de maintenir la confidentialité
4. Trace écrite – étendue de la divulgation des échanges courriels et des documents
5. Sur une base « *need to know* »
 - i. Accès limité
 - ii. Communications et documentation séparés
6. Rencontres – documentation distribuée “privilégiée” et copies récupérées

Présenter les conclusions de l'enquête

From: Tremblay, Réjean
Sent: Thursday, February 07, 2019 2:42 PM
To: NAT-ALL-USERS
Subject: FW: PRIVILÉGIÉ ET CONFIDENTIEL - Enquête
Attachments: Rapport d'enquête.docx; Nouvelle politique interne.docx

À tous les employés,
Veuillez prendre connaissance de notre nouvelle politique interne.
Merci!

Réjean Tremblay
Vice-Président Finances

From: AvocatUntel@lawfirm.ca
Sent: Thursday, February 07, 2019 2:37 PM
To: Tremblay, Réjean
Subject: PRIVILÉGIÉ ET CONFIDENTIEL - Enquête

Cher Réjean,

Tel que discuté, voici notre rapport d'enquête. Ce rapport contient nos résumés d'entrevues, notre analyse de la preuve ainsi que nos conclusions et recommandations.

En lien avec nos recommandations, nous vous transmettons également une nouvelle politique interne qui devra être circulée à tous les employés de l'entreprise.

Me Untel Avocat
T: 514-555-5555

Présenter les conclusions de l'enquête

- ¬ **Huis clos**
- ¬ **Pas de notes
au procès-verbal**
- ¬ **Ne pas remettre de
copies**



4. Et après l'enquête....

Responsabilité pénale et culpabilité des entreprises

Article 22.1 C. cr. - Organisations : infractions de négligence

S'agissant d'une infraction dont la poursuite exige la preuve de l'élément moral de négligence, toute organisation est considérée comme y ayant participé lorsque :

- a) d'une part, l'un de ses agents a, dans le cadre de ses attributions, eu une conduite — par action ou omission — qui [...] vaut participation à sa perpétration;
- b) d'autre part, le cadre supérieur dont relève le domaine d'activités de l'organisation qui a donné lieu à l'infraction, ou les cadres supérieurs, collectivement, se sont écartés de façon marquée de la norme de diligence qu'il aurait été raisonnable d'adopter, dans les circonstances, pour empêcher la participation à l'infraction.

Article 22.2 C. cr. - Organisations : autres infractions

S'agissant d'une infraction dont la poursuite exige la preuve d'un élément moral autre que la négligence, toute organisation est considérée comme y ayant participé lorsque, avec l'intention, même partielle, de lui en faire tirer parti, l'un de ses cadres supérieurs, selon le cas :

- a) participe à l'infraction dans le cadre de ses attributions;
- b) étant dans l'état d'esprit requis par la définition de l'infraction, fait en sorte, dans le cadre de ses attributions, qu'un agent de l'organisation accomplisse le fait — action ou omission — constituant l'élément matériel de l'infraction;
- c) sachant qu'un tel agent participe à l'infraction, ou est sur le point d'y participer, ommet de prendre les mesures voulues pour l'en empêcher.

¬ R. c. Pétroles Global inc., 2013 QCCS 4262

Impact des programmes d'immunité et de clémence

- ¬ Essentiel d'évaluer les faits et d'agir rapidement
- ¬ En matière de concurrence :
 - ¬ l'immunité est accordée au « premier » qui divulgue une infraction
 - ¬ programme de clémence: collaboration rapide peut se solder par une peine moins lourde
 - ¬ « Immunité Plus » - divulgation d'une autre infraction: immunité pour la deuxième infraction, clémence pour la première
- ¬ Ces options doivent être considérées dès le début du processus

L'arrivée des accords de poursuite suspendue (DPA) au Canada

- ¬ Accords de poursuite différée (DPA) aux États-Unis, Royaume-Uni, France et autres pays
- ¬ Au Canada depuis l'automne 2018: accord de réparation (RAR) - Partie XXII.1 C.cr. (art. 715.3 à 715.43)
 - « *Accord entre une organisation accusée d'avoir perpétré une infraction et le poursuivant dans le cadre duquel les poursuites relatives à cette infraction sont suspendues pourvu que l'organisation se conforme aux conditions de l'accord.* »
 - ¬ Sous réserve de l'approbation du tribunal
 - ¬ Sans déclaration de culpabilité

Privilège c. remise du dossier à des autorités

- ¬ À considérer: Si remise du rapport d'enquête à des autorités, la poursuivante pourrait être obligée de remettre le dossier à d'autres défendeurs
 - ¬ Obligation de divulgation selon l'arrêt *Stinchcombe*
 - ¬ Possibilité de requête *O'Connor*
- ¬ *R. c. Nestlé Canada inc.* 2015 ONSC 810
 - ¬ privilège de règlement (« settlement privilege»)

Autres impacts d'une enquête

- ¬ Risques de poursuites civiles
 - ¬ Les victimes peuvent réclamer des dommages
 - ¬ Possibilité de recours collectif, notamment en matière de concurrence et de fausses informations circulées sur le marché secondaire
- ¬ Possibilité d'interdiction de soumissionner pour des contrats publics (*Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*)
- ¬ Risque de réputation : Les retombées de l'enquête peuvent nécessiter l'intervention d'autres spécialistes:
 - ¬ Relations publiques, relations gouvernementales, communications industrielles

Questions

Julie-Martine Loranger
jmloranger@mccarthy.ca
t. 514-397-4221



Geneviève St-Cyr Larkin
gstcyrlarkin@mccarthy.ca
t. 514-397-4233



Nicholas Trottier
ntrottier@mt3.ca
t. 514-397-4192





Le programme *Progresser^{MC}* de McCarthy Tétrault
Bâtir nos compétences pour mieux croître

Questions d'intérêts en administration fiscale

Nicolas X. Cloutier et Samuel Julien

Le mardi 12 février 2019



....Introduction

2



Michael G. ALLINGHAM and Agnar SANDMO

*University of Pennsylvania, Philadelphia, U.S.A. and
The Norwegian School of Economics and Business Administration, Bergen, Norway*

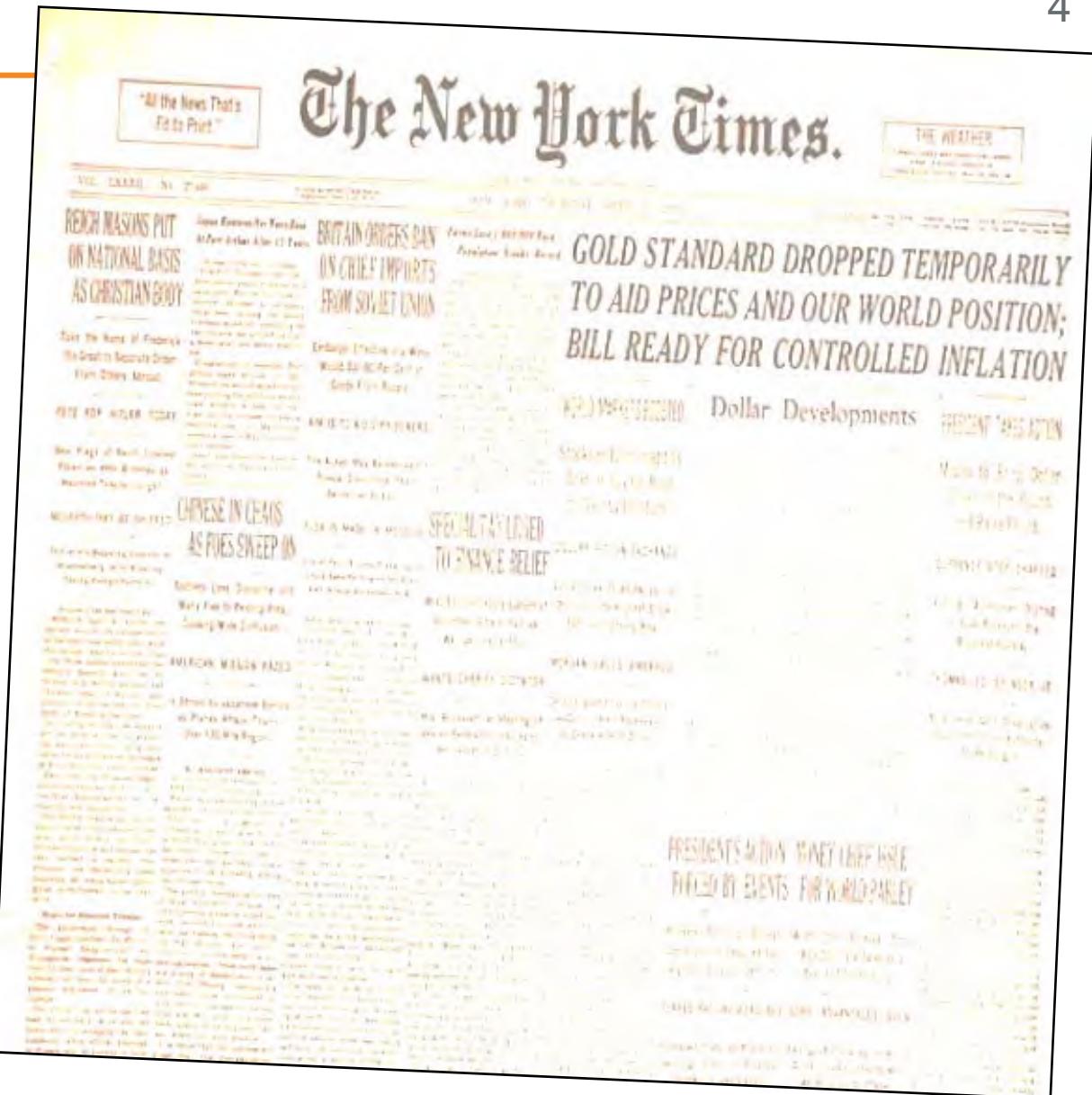
August 1972

The taxpayer will now choose X so as to maximize

$$E[U] = (1-p)U(W - \theta X) + pU(W - \theta X - \pi(W - X)) .$$

....Introduction

“The poor men naturally feel injustice in allowing the rich to escape through jugglery advised by smart experts [...] the rich who dodge are sewing for a hurricane”



....Introduction

5

Pivot des autorités fiscales

- ¬ Inégalité croissante des moyens financiers
- ¬ Importance accrue de l'équité fiscale et de la transparence dans l'opinion publique
- ¬ Changements technologiques, certains au bénéfice des contribuables et d'autres des autorités fiscales
- ¬ Coopération internationale et rôle de l'OCDE

Panama Papers have helped fuel 'a more aggressive CRA' | The Star

Panama Papers have helped fuel 'a more aggressive CRA'

By MARCO CHOWN OVED Foreign Affairs Reporter
Mon., March 20, 2017

For the Canada Revenue Agency, the Panama Papers was a line in the sand.

Unlike those exposed by previous leaks, tax cheats named in the massive database won't be offered amnesty; instead, they're more likely to end up doing hard time.

....Introduction

6

...Pivot des autorités fiscales

- ¬ Investissements dans l'évaluation des risques de non-conformité
 - ¬ Importance du « renseignement d'entreprise »
 - ¬ Volume croissant de documents et de renseignements et nouveau moyens technologiques
 - ¬ Échanges et fuites d'information
 - ¬ Demandes péremptoires, y compris quant aux personnes non-désignées nommément

POUVOIR DE VÉRIFICATION DES AUTORITÉS FISCALES



How do you prevent liability to the US Patriot Act if you sell directly the data to Consumer Services Inc.?

- 9- Is registered to the Quebec Act respecting the protection of personal information in the private sector? If not, since you sell the data to , how prevent liability to this Act?

- 10- Is registered to the Ontario Consumer Reporting Act? If not, since you sell the data to , how prevent liability to this Act?

Taking into consideration your vacations, please provide all the information by August 11 2017.

57k	Veuillez indiquer qui a pris la décision de procéder à l'acquisition de parts de		
57l	Fournir le contrat d'achat des divers immeubles par Canada inc pour 5 775 000 \$. Veuillez confirmer votre accord à l'effet que la société Canada inc a effectué une planification fiscale en 200 ayant pour but de réduire d'une manière importante la taxe sur la capital à payer par et que l'achat de l'immeuble et du terrain en Alberta a été effectué dans le cadre d'une planification ayant pour but de minimiser la proportion des affaires au Québec de Sinon fournir le mémo de planification de Canada inc ayant donné lieu à la planification effectuée en 200 et qui consistait à acquérir des parts de et obtenir un prêt de 000 000 \$ suivi d'un prêt à		
58			
59	Veuillez indiquer qui a planifié cette réorganisation effectuée en 200 ? Veuillez indiquer le lieu où est situé la personne qui a planifié cette réorganisation ?		
60	Contrat d'achat des immobilisations de Canada inc.		
61	Qui prend les décisions qui concernent les dividendes, la gestion bancaire des fonds , etc...		
62	Y-a-t-il eu des problèmes avec l'immeuble et qui prend les décisions journalières à cet égard ?		



Pouvoir d'obtenir des réponses

10

Loi sur l'administration fiscale

38 ... La personne ainsi autorisée par le ministre peut : ...

(c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen et, à cette fin, obliger le gérant ou le propriétaire à l'accompagner sur les lieux;

Loi de l'impôt sur le revenu

231.1(1) Une personne autorisée peut, à tout moment raisonnable, pour l'application et l'exécution de la présente loi, à la fois : ...

(d) requérir le propriétaire, ou la personne ayant la gestion, du bien ou de l'entreprise, ou toute autre personne présente sur les lieux de lui fournir toute l'aide raisonnable et de répondre à toutes les questions pertinentes à l'application et l'exécution de la présente loi et, à cette fin, requérir le propriétaire, ou la personne ayant la gestion, de l'accompagner sur les lieux.

Demandes péremptoires

11

“Every effort should be made in a friendly but firm manner to obtain the documentation and information that will ensure that the correct amount of tax payable [...] has been determined without having to resort to the issuing of formal demands or requirements for the information. To achieve the CRA’s objective all the information and documents allowed by legislation and relevant to the audit must be examined in the least intrusive manner and, whenever possible, without confrontation” (Manuel d’examen)

...Demandes péremptoires

12

The collage consists of five overlapping news snippets:

- The Star (Top Left):** "PARADISE PAPERS: SECRETS OF THE GLOBE" - "Massive leak pulls back the curtain on offshore tax havens again".
- Le Figaro.fr (Top Right):** "économie" - "Le Scan Eco | Décideurs | Entrepreneurs | Bourse | Tech & Web | Immobilier" - "Pançaises 'évasion bourg'".
- The New York Times (Center):** "What Are the Panama Papers?" - "The Panama Papers have exposed how some of the world's rich may have used offshore banks to hide their wealth or avoid taxes."
- The Guardian (Bottom Right):** "Banking Money Markets Project Syndicate B2B" - "Financial Crime Next week" - "LE FIGARO.fr économie" - "Bourse | Tech & Web | Immobilier" - "Le cabinet d'audit au coeur du «Luxembourg Leaks»".
- CNN (Bottom Left):** "CBC INVESTIGATES" - "More than 3,000 Canadian names in the Paradise Papers" - "Montreal Canadiens and Loblaw among Canadian entities found in massive

...Demandes péremptoires et tiers innomés¹³

- ¬ Négociations
- ¬ Affidavits
- ¬ Audition

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

COUR DU QUÉBEC
(Chambre civile)

N°: 200-22-

DATE : _____

PRÉSENT : _____

L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

Demanderesse
c.
Défenderesse

ORDONNANCE SELON LE PAR. 3 DE L'ART. 39 LAF

[1] Le tribunal étant saisi d'une requête de l'Agence du revenu Québec pour l'autoriser à signifier à la défenderesse une demande péremptoire dans laquelle elle exige la production d'informations et de documents concernant des personnes non nommément désignées, pièce R-1;

[2] VU les dispositions de l'article 39 de la *Loi sur l'administration fiscale* (RLRQ, chapitre A-6.002) (ci-après « LAF »);

[3] CONSIDÉRANT les pièces produites au soutien de la requête de la demanderesse, incluant une lettre de la défenderesse datée du [date] confirmant qu'elle ne conteste pas la demande, de même que les deux déclarations assermentées de messieurs

[4] CONSIDÉRANT la demande péremptoire de Revenu Québec datée du [date], pièce R-1;

¬ Contexte

- Le partage d'une opinion juridique par un avocat ou son client à un tiers constitue normalement une renonciation au secret professionnel
- Exceptions:
 - Opinion juridique partagée entre deux clients représentés par le même avocat
 - Opinion juridique partagée entre deux personnes ayant un intérêt commun dans un
 - Opinion partagée entre deux personnes ayant un intérêt commun eu égard à la conclusion d'une opération commerciale

¬ Faits de IGGillis Holdings Ltd

- IGGillis Holdings Inc. et Ian Gillis (Gillis) concluent une série d'opérations avec Abacus
- Une note décrivant chacune des étapes et leurs conséquences fiscales est partagée par les procureurs d'Abacus à ceux de Gillis
- Le MRN présente une demande péremptoire à Gillis en vertu de l'article 231.2 LIR.
- Gillis invoque le secret professionnel ainsi que l'exception à la renonciation fondée sur l'intérêt commun

- ¬ Cour fédérale

- Le MRN présente une demande en vertu de l'article 231.7 LIR afin que la cour ordonne la production de la note
- Le juge Annis déclare que la note contient de l'information privilégiée, mais qu'il y a eu renonciation au privilège lorsque le document a été partagé avec Gillis
- La Cour rejette le fondement de l'exception fondée sur l'intérêt commun dans les cas où les clients ne sont pas représentés par le même avocat ou en l'absence d'un litige

¬ Cour fédérale

- La Cour conclut que le fondement traditionnel de l'exception fondée sur l'intérêt commun (favoriser les opérations commerciales) est incompatible avec celui du secret professionnel de l'avocat
- La confidentialité des informations transmises dans le but de conclure une transaction n'est pas essentielle afin de protéger la relation entre un client et son avocat

¬ Cour d'appel fédérale

- Selon le droit de la Colombie-Britannique et celui de l'Alberta, la divulgation d'une opinion juridique par une partie à une transaction à une autre n'entraîne pas renonciation au privilège lorsque leurs intérêts communs sont suffisants et que cette divulgation se veut confidentielle
- Dans le contexte fiscal, les intérêts des clients sont mieux servis lorsque leurs avocats peuvent collaborer à l'élaboration d'une opinion juridique.
- Demande d'autorisation de pourvoi par le PGC - rejetée

- Les vérificateurs de l'ARC ont obtenu de Rona une copie d'un formulaire servant à l'ouverture d'un crédit commercial sous prétexte qu'ils étaient entrepreneurs en construction
- Le MRN a présenté une requête suivant l'article 231.2 LIR afin d'obtenir une autorisation de signifier à Rona une demande péremptoire dans le but d'obtenir des renseignements concernant des personnes non désignées nommément
- Ce même formulaire vierge sera utilisé dans la préparation de la demande péremptoire

- ¬ Décision de première instance
- ¬ La Cour fédérale a accueilli la requête puisque les exigences du paragraphe 231.2(3) étaient respectées:
 - La demande péremptoire visait un groupe identifiable, soit les clients commerciaux faisant affaire dans certains magasins
 - La demande péremptoire permettait de vérifier si ces personnes avaient respecté quelques devoir ou obligation prévus par la LIR et non à déposer des accusations pénales

- ¬ Décision la Cour d'appel fédérale
- ¬ La CAF a rejeté l'appel de Rona, même si le comportement de certains représentants de l'ARC «a pu être répréhensible»:
 - Le comportement des représentants de l'Agence du revenu du Canada ne porte pas à conséquence
 - Le formulaire est généralement disponible au public et aurait pu être autrement obtenu par le ministre
 - Le fait que ce document ait pu être utilisé dans la préparation de la demande péremptoire n'est pas susceptible de déconsidérer l'administration de la justice

- Requête du MRN afin d'obtenir une autorisation de signifier à Hydro-Québec une demande péremptoire dans le but d'obtenir des renseignements concernant des personnes non désignées nommément
- La demande péremptoire vise à obtenir des renseignements concernant les clients commerciaux ou d'affaires d'Hydro-Québec, excluant les clients qui subissent un tarif domestique
- Hydro-Québec avise la Cour de son intention d'obtempérer à la demande péremptoire

- ¬ Décision de la Cour fédérale
- La requête est rejetée:
 - ¬ Les personnes morales ou physiques assujetties au tarif commercial ne correspondent pas, selon une interprétation stricte, à la fourniture de renseignements ou à la production de documents pour vérifier si les personnes de ce groupe ont respecté quelque devoir ou obligation prévu par la loi
 - ¬ Les coordonnées des clients commerciaux sont, au mieux, en amont de renseignements pour vérifier le respect de la loi

¬ Décision de la Cour fédérale

- L'examen de la DPR se fait en exerçant la vigilance nécessaire aux demandes faites *ex parte*
- « La Cour recherche en fin de compte à voir si le droit de l'état est supérieur à celui des particuliers de ne pas être importuné par le gouvernement ».
- « [...] la recherche à l'aveuglette est d'une ampleur sans précédent et [...] l'information recherchée est éloignée de la vérification du respect de la Loi.»

POUVOIR D'ENQUÊTE DES AUTORITÉS FISCALES

...

[...]. Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un faux énoncé ou une omission, dans une déclaration [...] ou y participe ou y acquiesce,



...

un jour, toute personne qui:

a) fait des déclarations fausses ou trompeuses, ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, [...] ou autre document produits ou faits en vertu d'une loi fiscale [...].

...

[...]. Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un faux énoncé ou une omission, dans une déclaration [...] ou y participe ou y acquiesce, encourt une pénalité [...] de 50% [...] de l'impôt qu'elle aurait eu à payer [n'eut été du faux énoncé ou de l'omission].

...

[...]. Comment une infraction et [...] est possible d'une amende d'au moins 2000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ ou, [...] à la fois cette amende et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour, toute personne qui:

a) fait des déclarations fausses ou trompeuses, ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, [...] ou autre document produits ou faits en vertu d'une loi fiscale [...].

- Défaut de se conformer ou évasion?

"All taxpayers must be able to take positions, report their transactions and defend them if necessary without the fear of coercion by threats of criminal proceedings. Positions taken by taxpayers may be different from the stated opinions of the revenue officials. They may be different from those of their advisers. Taking such positions against the advice of others is not in itself criminal, disgraceful or shady."

- *R. v. Kleysen, [1996] (Man. Q.B.)*

- Défaut de se conformer ou évasion?

*"A criminal court is not the forum to determine income taxability and to make determinations as to rights to tax assessment or absence of rights of assessment involved. In a tax evasion charge, it must appear *prima facie* from the evidence that the taxability is clear-cut, obvious, indisputable, unquestionable from lack of reporting, before entering the examination of the other facts of the charge"*

- *Redpath Industries*, (1984) (QC CS)

- Défaut de se conformer ou évasion?

"Unlike the tax evader, the tax planner does not intend to avoid the payment of a tax that he or she knows is owed under the Act, but rather intends to avoid owing tax under the Act."

- *R. v. Klundert, [2004] (ON CA)*

...Les enquêtes

31

<p>DÉNONCIATION EN VUE D'OBtenir UN MANDAT DE PERQUISITION</p> <p>(Section 467 C.R.C. ou paragraphe drogues et autres substances)</p> <p>CANADA PROVINCE DE QUÉBEC Capitale: <u>Montréal</u> Localité: <u>Montréal</u> N° de dossier: <u>1234567890</u> Orcane: <u>Électronique</u> N° d'enquêteur: <u>A008 114</u></p>		<p>INFORMATION TO OBTAIN A SEARCH WARRANT</p> <p>(Section 467 C.R.C. or Subsection 11(1))</p> <p>ANNEXE À LA DÉNONCIATION EN VUE D'OBtenir UN MANDAT DE PERQUISITION</p> <p>(Section 467 C.R.C.) ou (paragraphe 11(1)) (Loi réglementant certaines drogues et autres substances)</p> <p>CANADA</p>	<p>APPENDIX TO THE INFORMATION TO OBTAIN A SEARCH WARRANT</p> <p>(Section 467 C.R.C.) or (Subsection 11(1)) Controlled Drugs and Substances Act</p> <p>CANADA</p>	
<p>MANDAT DE PERQUISITION</p> <p>(Section 467 C.R.C.) ou (paragraphe 11(1)) (Loi réglementant certaines drogues et autres substances)</p> <p>CANADA PROVINCE DE QUÉBEC Capitale: <u>Montréal</u> Localité: <u>Montréal</u> N° de dossier: <u>1234567890</u> Copie N°: <u>1</u> A. <u>10</u> Autre: <u>AC</u></p>		<p>WARRANT TO SEARCH</p> <p>(Section 467 C.R.C.) or (Subsection 11(1)) Controlled Drugs and Substances Act</p> <p>CANADA PROVINCE OF QUÉBEC District: <u>Montreal</u></p>	<p>RAPPORT À UN JUGE DE PAIX</p> <p>(Section 468.1 C.R.C.) Formula 5.2</p> <p>CANADA PROVINCE DE QUÉBEC Capitale: <u>Montréal</u> Localité: <u>Montréal</u> N° de dossier: <u>987-654-3210-000</u></p>	<p>REPORT TO A JUSTICE</p> <p>(Section 468.1 C.R.C.) Form 5.2</p> <p>CANADA PROVINCE OF QUÉBEC Capitale: <u>Montreal</u> Localité: <u>Montreal</u> Récepté N°: <u>1234567890</u></p>

...Les enquêtes

32

- La riposte en cas de perquisition



...Les enquêtes

33

- ...La riposte en cas de perquisition

RE-AMENDED MOTION FOR AN IMPOUNDING ORDER

Articles 8 and 24(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, part I of the *Constitution Act, 1982*, being schedule B of the *Canada Act 1982*, R.S.C., 1985, App. II, No. 44; articles 24.1, 49, 52 and 54 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*, R.S.Q. c., C-12, as amended; and the inherent and implied powers of this Court)

MOTION TO INTRODUCE PROCEEDINGS IN CERTIORARI, FOR THE RETURN OF SEIZED THINGS AND FOR ANCILLARY RELIEF

MOTION FOR A PROVISIONAL IMPOUNDING ORDER

Article 265 of the *Code of Penal Procedure*; article 46 of the *Code of Civil Procedure*; article 65(1) of the *Rules of the Court of Appeal of Québec in Criminal Matters*, SI/2006-142; articles 8 and 24(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, part I of the *Constitution Act, 1982*, being schedule B of the *Canada Act 1982*, R.S.C., 1985, App. II, No. 44; and articles 24.1, 49, 52 and 54 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*, R.S.Q., c. C-12, as amended

RECOUVREMENT DES CRÉANCES FISCALES



Canada Revenue
Agency Agence du revenu
du Canada

COPY

35

Tax Services Office
Toronto ON M5J 2X6

September 21,

INC.
C/O W. , VP, TAX

USA NJ 07054

Dear Sir or Madam:

Re: GST / Hst arrears - 2006-2010, 2012, 2013 and 2015
Balance: \$90,119,375.62
Pay or Secure Policy

In reply to your correspondence dated September 4, 2015, please be advised again that it is CRA policy that when a Trust Fund debt such as the current GST/HST arrears is in dispute, debtors are required to pay the debt in full, come to a mutually satisfactory payment arrangement from personal resources or through borrowing the required amounts. If this is not feasible, the debtor is to provide satisfactory security from its personal resources or from a third party on its behalf until the dispute is resolved.

The corporation has not made payment as required, has not made a mutually satisfactory payment arrangement, and has not demonstrated that it attempted to borrow the amounts owing from its affiliates located in the United States and worldwide to pay or secure the arrears while the debt is under dispute.

It is CRA's contention that Inc. has the ability to borrow the amount owing for payment or to obtain security on its behalf from one of its affiliates while the notice of objection is being reviewed, as per CRA policy. To date this has not transpired.

The Appeals Division is currently reviewing the objection and there is no specified time for resolution, further necessitating CRAs requests for compliance with the pay or secure policy for disputed GST/HST arrears.

If Inc. does not make a mutually satisfactory payment arrangement until the disputed arrears are resolved,

McCarthy Té

Canada

Toronto-Centre Tax Services Office
1 Front Street West - Ste 100
2nd Fl

.../2

Entente de paiement

36

**REVENU
QUÉBEC**

Proposition d'entente de paiement

LM-30

Ce formulaire s'adresse à vous si vous êtes un particulier qui a un montant à payer à Revenu Québec et qui désire le répartir mensuellement dans le cadre d'une proposition d'entente de paiement. Cette proposition tient compte de l'estimation des intérêts courus pendant la durée de l'entente entre Revenu Québec et vous et elle devra être approuvée par Revenu Québec.

1 Conditions d'admissibilité (cochez la case appropriée à chacune des lignes)

Avez-vous transmis à Revenu Québec toutes les déclarations de revenus que vous étiez tenu de produire ? Oui Non
Au cours des deux dernières années, avez-vous été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale ? Oui Non
Au cours des deux dernières années, avez-vous fait faillite ou avez-vous déposé une proposition de consommateur ou une proposition concordataire ? Oui Non
Le montant à payer concerne-t-il une entreprise que vous exploitez ou une société que vous représentez ? Oui Non

2 Renseignements sur l'identité

Nom de famille _____ Prénom _____ Numéro d'assurance sociale _____
Adressse _____ Code postal _____

3 Modalités de paiement

Inscrivez les renseignements demandés :

Salde dû	Date du relevé de compte	Date à laquelle vous désirez effectuer votre 1 ^{re} versement	Versement mensuel proposé
_____	_____	_____	_____

Taux d'intérêt en vigueur	Montant des intérêts	Montant total du remboursement incluant les intérêts
6.00	_____	_____

Tableau des versements

Date	Montant
1	_____
2	_____
3	_____
4	_____

Date	Montant
5	_____
6	_____
7	_____
8	_____

Date	Montant
9	_____
10	_____
11	_____
12	_____

4 Signature – Je déclare que tous les renseignements fournis sur ce formulaire sont exacts et complets.

Radiation de créances fiscales

37

chapitre A-6.01, r. 4.1

Règles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État

Loi sur l'administration publique

(chapitre A-6.01, a. 73)

Debt Write-off Regulations, 1994

SOR/94-602

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Registration 1994-09-20

Regulations Respecting the Writing Off of any Debt or Obligation Due to Her Majesty or any Claim by Her Majesty

...Radiation de créances fiscales

38

RADIATION DE CRÉANCES

21. Les seuls motifs pouvant être invoqués pour radier, en tout ou en partie, une créance en souffrance sont:

- 1° un montant de créance tel qu'il ne serait plus rentable de poursuivre les mesures de recouvrement;
- 2° un débiteur qu'on ne peut retracer après que des recherches raisonnables, comme prévu dans la politique de recouvrement de l'entité, aient été effectuées sans résultat;
- 3° un débiteur résidant à l'extérieur du Québec pour des créances découlant de lois fiscales ou pénales;
- 4° un débiteur insolvable reconnu comme tel après l'analyse de sa situation financière et plus particulièrement dans les cas suivants:
 - a) un débiteur n'ayant aucun bien saisissable;
 - b) un débiteur non libéré de sa faillite;
 - c) un débiteur décédé qui laisse une succession insolvable;
 - d) un prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours depuis 2 ans, qui ne possède aucun bien saisissable, et lorsqu'il est peu probable qu'il devienne en mesure de payer sa dette.

24. La radiation d'une créance jugée irrécouvrable n'entraîne pas la perte du droit d'en réclamer le paiement, les mesures de perception à son égard doivent être poursuivies conformément à la politique de recouvrement de l'entité.

...Radiation de créances fiscales

39

CONVENTION DE RÈGLEMENT

NOM ET ADRESSE DU CONTRIBUABLE :

Périodes :

Les parties consentent au règlement du différend les opposant de la façon suivante :

ATTENDU QUE le contribuable est non-résidente du Québec, n'y dispose d'aucun actif et qu'aucune mesure de perception utile peut être entreprise à son encontre par Revenu Québec;

ATTENDU QUE les cotisations en litige n'imposent pas de pénalités pour négligence flagrante, fausse représentation ou fraude;

ATTENDU QUE le paragraphe 21(3) des *Règles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État*, c. A-8.01, R 4.1 (les « *Règles* ») autorise la radiation de créances en souffrance dans certaines circonstances;

ATTENDU QUE le paragraphe 24 des *Règles* prévoit que la radiation d'une créance n'entraîne pas la perte du droit de Revenu Québec d'en réclamer le paiement;

La contribuable s'engage à verser un montant total de 216 500 \$ à Revenu Québec, en contrepartie de la radiation de toute créance à son encontre relativement à sous-jacents aux cotisations portant les numéros et aux faits et

Le présent règlement constitue une transaction au sens des articles 2631 à 2637 du *Code civil du Québec*.

Cette transaction n'enlève pas à Revenu Québec son pouvoir de déterminer de nouveau tout élément des déclarations de revenus concernées, non visé par la présente transaction ainsi que les intérêts et les pénalités, le cas échéant, dans les limites prévues par la loi.

Cette transaction est confidentielle et ne fait pas office de précédent pour d'autres contribuables.

CONTRIBUABLE (Représentant autorisé)

Signé à _____, ce _____ jour de _____ 2017

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Nom du contribuable

Signature _____

Si l'opposant est une personne morale ou une fiducie, la personne qui doit signer ce formulaire est celle autorisée à signer en son nom.

REVENU QUÉBEC (Représentant autorisé)

Signé à _____, ce _____ jour de _____ 2017

Nom de l'employé autorisé de Revenu Québec

Signature _____

Injonction de recouvrement

FEDERAL COURT

BETWEEN:

INC.

Applicant

-and-

THE MINISTER OF NATIONAL REVENUE

Respondent

-and-

D. C.

Impleaded Party

NOTICE OF MOTION

(Interlocutory Injunction to Prevent CRA Collection Measures)

TAKE NOTICE THAT Inc. (a successor corporation to) (" ") will make a motion to the Court in writing under Rule 369 of the *Federal Court Rules*.

THE MOTION IS FOR:

- a) The issuance of an interlocutory injunction preventing the Minister of National Revenue from taking collection measures in connection with GST reassessments, the whole until the Court has rendered a judgment on 's application for judicial review of the decision of D. C. , a CRA Collections Officer, to discontinue the stay of collection previously granted to and take collection measures, which application will be filed forthwith;
- b) An order allowing to bring this motion before the commencement of its proceedings in judicial review; and
- c) Such other ancillary relief as counsel may advise and the Court may deem just.

LES DÉLAIS

Go
of

Tax App

Final Report

Corporate Audit and
Program Evaluation
May 2012

On average,
the service standard
complete information

objections revealed
partially agreed upon
timeline to file a notice

With respect to time
external service standards
achieved in subsequent years
since 2006-2007.

Auditor general says Canada Revenue Agency takes too long to respond to tax complaints — and it's costing us

Canadians have been forced to wait several months to more than a decade for the CRA to process billions of dollars worth of income-tax objections

Over the past 10 fiscal years, the number of outstanding income tax objections increased 171 per cent (from 63,384 to 171,744), but the number of employees dedicated to resolving the tax complaints increased only 14 per cent, from 998 to 1,138.

During that time, the amount of federal tax dollars in dispute tripled to \$18 billion in 2015-16 from about \$6 billion a decade earlier.

Between the 2011-12 and 2015-16 fiscal years, it took the CRA, on average, 150 days just to assign an objection to an appeals officer after the taxpayer had mailed the notice.

Over those five fiscal years, the CRA took, on average, 143 days to resolve "low-complexity" objections from the time they were filed by taxpayers. Low complexity cases accounted for about 60 per cent of the income-tax objections.

It took, on average, 431 days for medium-complexity objections (about 37 per cent of cases) and 896 days for high-complexity objections (about two per cent of objections), the report says.



Direction générale des entreprises

Longueuil, le 7 juillet 2017

SOUS TOUTE RÉSERVE

Objet: Projet de cotisation pour l'année d'imposition se terminant le 28 février 2007

Madame,
Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le projet de cotisation pour la société
désignée « _____ ») relativement à l'année d'imposition terminée le 28 février 2007. (ci-après

Ce projet de cotisation fait suite à la vérification effectuée par l'Agence du Revenu du Québec (ci-après : « ARQ ») des sociétés du Groupe _____. Nous référerons à « Groupe _____ » lorsque nous parlons de plusieurs parties impliquées dans le présent dossier.

Ce projet de cotisation est principalement composé des deux sections suivantes :

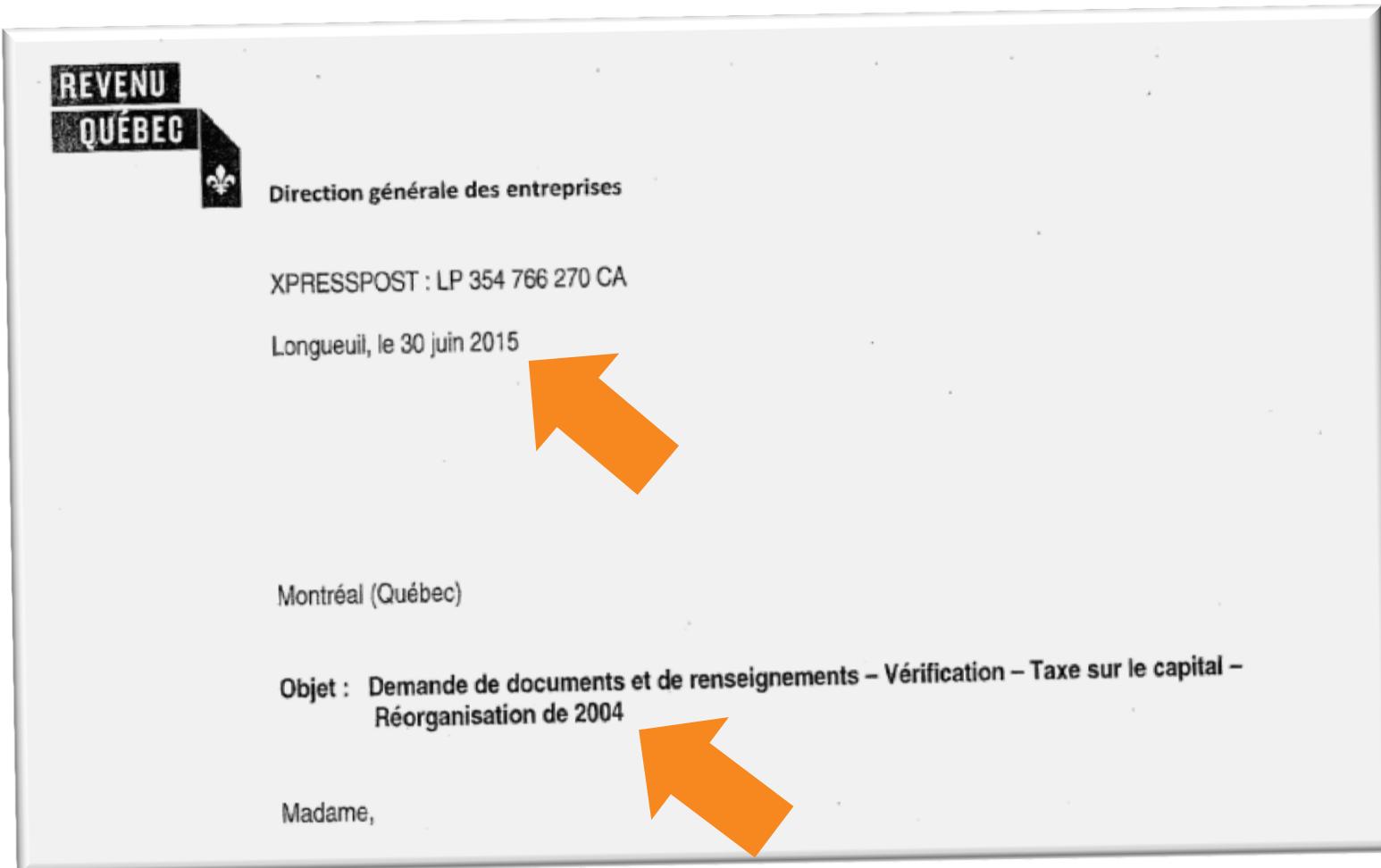
Section I Les faits et opérations

Section II Analyse

La Direction générale des entreprises (ci-après, « DGE ») est d'avis que la règle générale anti-évitement (ci-après, « RGAÉ ») s'applique concernant les opérations qui ont permis au Groupe

...2

825, rue Saint-Laurent Ouest, bureau L00107
Longueuil (Québec) J4K 2V1
Téléphone : 450 928-8558
Sous-trait : 1 888 400-2335, poste 9289558
Télécopieur : 514 285-3809
Courriel : mylene.claudier@revenuquebec.ca



Obligation de diligence ou en tout temps

45

Loi de l'impôt sur le revenu

152(1) Le ministre, avec diligence, examine la déclaration de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, fixe l'impôt pour l'année, ainsi que les intérêts et les pénalités éventuels payables et détermine [...] (et 1005 *Loi sur les impôts*)

165(3) Sur réception de l'avis d'opposition, le ministre, avec diligence, examine de nouveau la cotisation [...]

166(5) Sur réception de la demande, le ministre, avec diligence, l'examine et y fait droit ou la rejette.

Loi sur les impôts

1005. Le ministre doit, avec diligence, examiner la déclaration fiscale d'un contribuable et déterminer [...]

Loi sur l'administration fiscale

93.1.6. Dès réception de l'avis d'opposition, le ministre doit, avec toute la diligence possible, examiner de nouveau la cotisation [...]

93.1.4. Le ministre doit examiner avec diligence toute demande qui lui est présentée en vertu de l'article 93.1.3, y faire droit ou non [...]

...Obligation de diligence ou en tout temps ⁴⁶

- Aucune obligation de diligence pour une nouvelle cotisation - seulement pour la cotisation initiale
 - *Rio Tinto Alcan*, 2017 CCI
 - *Merchant*, 1998 CCI
 - *Armstrong*, 2006 CAF
 - «Une déclaration de revenu modifiée portant sur une année d'imposition déjà cotisée n'entraîne pas pour le ministre l'obligation de fixer l'impôt avec diligence»

«Il n'existe cependant aucune règle de droit aux termes de laquelle une cotisation protectrice est invalide si elle a été établie dans le seul but de laisser la porte ouverte à la conduite ou à la continuation d'une vérification. Je ne vois rien dans la jurisprudence qui inviterait à conclure qu'il s'agit d'une iniquité procédurale ayant pour effet de déroger au libellé clair du paragraphe 152(8) de la Loi».

- *Golini*, 2013 CCI (voir également *Karda*, 2006 CAF et *Rio Tinto*, 2017 CCI)

“However, in light of the words ‘at any time’ used by Parliament in s. 160 ITA, the length of the delay before a decision on assessing a taxpayer is made does not suffice as a ground for judicial review, except, perhaps, inasmuch as it allows for a remedy like mandamus to prod the Minister to act with due diligence once a notice of objection has been”

- *Addyson Leyen, 2007 CSC*

Autres sources – à l'obligation de diligence⁴⁹

*“To none will we sell, to none will
we deny or delay, right or justice ”*

Magna Carta, art. 40

J-3 - Loi sur la justice administrative

2. Les procédures menant à une décision individuelle prise à l'égard d'un administré par l'Administration gouvernementale, en application des normes prescrites par la loi, sont conduites dans le respect du devoir d'agir équitablement.
4. L'Administration gouvernementale prend les mesures appropriées pour s'assurer que les décisions sont prises avec diligence, qu'elles sont communiquées à l'administré concerné en termes clairs et concis et que les renseignements pour communiquer avec elle lui sont fournis;

A-7.003 - Loi sur l'Agence du revenu du Québec

44. L'employé de l'Agence doit exercer ses fonctions dans l'intérêt public, avec loyauté, honnêteté, impartialité et au mieux de sa compétence. Il est tenu de traiter le public avec égards et diligence.

CHARTRE DES DROITS DES CONTRIBUABLES ET DES MANDATAIRES

1.3 Vous êtes en droit de vous attendre à ce que nos décisions soient prises avec diligence et qu'elles vous soient communiquées de façon claire et concise.

Vous pouvez vous attendre à ce que toute décision vous concernant vous soit expliquée et communiquée dans des termes simples et faciles à comprendre.

Vous pouvez également vous attendre à ce que nos décisions soient prises conformément aux normes de service prévues dans notre [déclaration de services aux citoyens et aux entreprises](#), s'il y a lieu.



CODE DE DÉONTOLOGIE

À l'intention des dirigeants et des employés

2.1 COMPÉTENCE, HONNÉTETÉ, IMPARTIALITÉ ET DILIGENCE

Dans l'exercice de leurs fonctions, les dirigeants et les employés doivent agir au mieux de leur compétence, avec honnêteté et impartialité.

Les dirigeants et les employés exercent, de façon principale et habituelle, les attributions de leur emploi. Ils doivent faire preuve de diligence dans l'exécution des tâches et des responsabilités qui leur sont confiées et ils sont tenus de traiter le public avec égards.

VOS DROITS ET VOS OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'UNE VÉRIFICATION FISCALE

ENTREPRISES ET PARTICULIERS EN AFFAIRES

Lors de la vérification

- Il vous donne une estimation de la durée de la vérification.
- Il vous tient informé de l'avancement de la vérification et vous avise si une prolongation s'avère nécessaire.
- Il réalise son mandat dans les meilleurs délais.

Annexe B - Code de valeurs et d'éthique du secteur public

5. Excellence

Les fonctionnaires font preuve d'excellence professionnelle dans l'exercice de leurs fonctions.

- 1. 5.1 Ils fournissent des services équitables, opportuns, efficents et efficaces dans le respect des langues officielles du Canada.**

Large Business Audit Manual

International, Large Business and Investigations Branch (ILBIB)

E6 - Timeliness

Draft Standard (S) - Detailed

E6 - S1

Elapsed time (Days) was reasonable or significant variances were explained.

E6 - S2

Applied time (hours) was reasonable and significant variances were explained.

E6 - S3

A log of action (T2020, Log etc.) was maintained to record significant conduct during the audit.

E6 - S4

Appropriate action was taken to address undue delays in the conduct of the audit and consideration was given to the availability of statutory authority (i.e. ITA - 231.2, 231.6 requirements), where applicable.

E6 - S5

An independent mid-point review conducted in accordance with AD-00-05.



Canada Revenue
Agency

Agence du revenu
du Canada

Taxpayer Bill of Rights Guide: Understanding your rights as a taxpayer

6. You have the right to complete, accurate, clear, and timely information

You can expect us to provide you with complete, accurate, and timely information in plain language explaining the laws and policies that apply to your situation.

6. Vous avez droit à des renseignements complets, exacts, clairs et opportuns

Vous pouvez vous attendre à recevoir des renseignements complets et exacts, en temps opportun, qui expliquent dans un langage simple les lois et les politiques qui s'appliquent à votre situation.

CODIFICATION

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

Obligations des administrateurs et indemnisation

Obligation générale

42 (1) Les administrateurs doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :

- a)** avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de l'Agence, compte tenu de la mission de celle-ci;
- b)** avec le soin, la diligence et la compétence, en pareilles circonstances, d'une personne prudente et avisée.

- Responsabilité fiscale incertaine et imprévisible
- *Hypothèque Trustco*, 2005 CSC, à propos de la RGAÉ, souligne le souhait du législateur de « [...] maintenir la prévisibilité, la certitude et l'équité en droit fiscal [...]».
- Période de 10 ans
 - Prescription pour recouvrement
 - Pouvoir d'annuler des intérêts et des pénalités
 - Pouvoir d'accepter ou de modifier un choix tardif
- Période de 6 ans
 - Obligation de conservation des livres et registres
 - Recotisation en international

- Mandamus
- Demande d'annulation/renonciation aux intérêts
- Plaintes (faire cesser une vérification)
 - Ombudsman (ARC)
 - Demande d'intervention au bureau de la protection des droits (Revenu Québec)

Le 2017

Par télécopie (418-577-5053)

Sans préjudice de tous droits et recours

Me Josée Morin
Bureau de la protection des droits de la
clientèle
Agence du revenu du Québec
3800, rue de Marly, secteur 3-4-5
Québec, QC G1X 4A5

Objet : Demande d'intervention – Délai de plus de 10 ans

N.E.Q. : 1

| Identification : 1

IC0001

Me Morin,

Je vous écris à propos de projets de nouvelles cotisations proposant d'imposer une taxe sur le capital additionnelle pour les années d'imposition 2007 des contribuables en rubrique, tels que présentés le 7 juillet 2017 par le bureau de Longueuil de Revenu Québec, soit 10 ans et 5 mois après la fin des années d'imposition visées [Onglet A, en liasse].

Ces projets de nouvelles cotisations s'inscrivent dans un continuum de vérification fiscale débutée suite à une réorganisation corporative commencée en 2004.

Ce délai fait montre *prima facie* de problèmes de régie interne et d'un exercice déraisonnable des pouvoirs de vérification et de cotisation, du plein ressort du Bureau de la protection des droits de la clientèle de Revenu Québec. À la lumière des principes juridiques applicables, il est sans équivoque qu'une intervention et des redressements immédiats s'imposent.

En quelques mots, et pour les motifs qui suivent, les contribuables demandent à votre Bureau de recommander à Revenu Québec de :

- a) Clore immédiatement le cycle de vérification en cours. Plus de 10 ans après la fin des années d'imposition pertinentes, le bureau de Longueuil de Revenu Québec a

LES CONTRATS FISCAUX

Théorie de l'expectative légitime

63



Canada Customs
and Revenue Agency

Agence des douanes
et du revenu du Canada

MEMO FOR FILE

NOTES POUR LE DOSSIER

Name of Client: / Nom du client:	B./S.I./Corp. No. / N° d B./A.S./Corp.
Address of Client: / Adresse du client:	Telephone No.: / N° de téléphone: O/B: R: Fax:

Pour me rassurer que la perte est réelle, j'ai identifié la compagnie via la section recherche à la bibliothèque, j'ai analysé les documents et la nature des transactions, j'ai fait la conciliation des achats et celle des ventes à l'ensemble du relevé, autrement dit, j'ai recalculé chaque transaction en particulier, j'ai totalisé les colonnes, je me suis assuré qu'il y a eu bien des transactions d'achat et de vente et que ces transactions n'ont pas été fictives.

Lettre envoyée au contribuable pour faire suite aux représentations

Conclusion:

Selon notre vérification, la transaction semble réelle. Il ne semble pas y avoir de "Shawm", tel que

mentionné par M. I
accordons la perte au client.

En conséquence, nous suivons la recommandation de M.I

et



- Est-ce que la parole d'un vérificateur constraint les autorités fiscales?
- Acte juridique unilatéral, quelle différence?
- *Mont-Sinaï* (2001, CSC)
 - Permet de se faire entendre (protection procédurale)
 - Ne permet pas de forcer le respect de la promesse (protection substantielle)
- Quant est-il de la saine gestion administrative et la confiance des contribuables? De la prévisibilité, de la certitude?
- Renonciation des intérêts, « *due process review* »

- *Rosenberg v. Canada* (CF, 2016)

JUDGMENT

THIS COURT'S JUDGMENT is as follows:

1. The Court declares that the parties are bound by the agreement signed on February 19, 2010 and they must comply with the terms therein;
2. The Court declares that the demand letter dated January 7, 2013, is in violation of the said agreement; consequently the Applicant has no obligation to respond to that demand letter which is hereby set aside;
3. It follows that any reassessment would have to be in accordance with the agreement as interpreted herein;

- ...*Rosenberg*

[77] The Minister did not waive her duty to administer and enforce. Rather she has chosen to administer and enforce the *Act* by reaching an agreement whereby the Minister and the taxpayer agree that the assessment made for years 2006 and 2007 is complete, having concluded the audit and review of the taxpayer, with a specific focus on the straddling transactions of those two years. The Minister has no choice: she “shall, with all due dispatch, examine a taxpayer’s return of income for a taxation year, assess the tax for the year, the interests and penalties, if any ...” (ss 152(1) of the *ITA*). This has been done and there is no indication that the assessment already conducted has not been done in accordance with the facts and the law.

- ... *Rosenberg*

[88] It goes without saying that if an agreement is for the purpose of arriving at an assessment that is neither consonant with the facts as found nor defensible on a proper understanding of the law, the *Galway* line of authorities is binding on this Court (see *Willers v Joyce & Anor (Re: Gubay (deceased))*, [2016] UKSC 44). But this case is not a case concerning an assessment justifiable on the facts and the law (*1390758 Ontario Corporation*, para 40). The assessment, the taxpayer's liability for taxes concerning particular transactions has already taken place and nothing on this record suggests that it is not justifiable on the facts and the law. Instead, we have an agreement that stipulates that if the facts change, the Minister may then be able to proceed with any reassessment. In fact, the agreement reached conforms with the *Galway* line of authorities.

- *Sifto Canada Corp. c. La Reine (CCI, 2017)*

VIII. Conclusion

[166] On the basis of the foregoing, I have concluded that the Reassessments are inconsistent with the settlement agreements between the Minister and the Appellant and with the MAP agreements between the Minister and the IRS (collectively, the “Agreements”). The Agreements are binding on the Minister for the reasons given. Accordingly, the appeals in respect of the issue described in paragraph 3 of these Reasons for Judgment are allowed and the Reassessments are referred back to the Minister for reconsideration and reassessment on the basis that the income of the Appellants from the sale of rock salt to NASC during the Taxation Years is to be determined so as to be consistent with the Agreements. The parties have 30 days from the date of the Judgment in these appeals to make submissions of no more than ten pages as to costs.

...Ententes de conformité fiscale

69

- Uber

REVENU QUÉBEC REND PUBLIQUE L'ENTENTE FISCALE CONCLUE AVEC UBER

Québec, le 15 septembre 2016. – Afin d'assurer une bonne compréhension des obligations fiscales qui régissent le projet pilote réalisé avec le gouvernement, Revenu Québec, en accord avec Uber, rend publique l'entente fiscale conclue avec les sociétés Uber Canada Inc. et Rasler Operations B.V. (Uber).

Selon cette entente, Uber s'engage à percevoir la TPS et la TVQ qui sont applicables et à les remettre à Revenu Québec. De plus, Uber doit s'assurer que les chauffeurs qui utilisent sa plateforme sont inscrits aux fichiers de la TPS et de la TVQ.

Uber doit rendre disponibles aux chauffeurs les informations utiles pour leur permettre de produire leurs déclarations de taxes et leurs déclarations de revenus. Ces informations seront aussi transmises à Revenu Québec aux fins de vérification.

Dans le cadre du projet pilote, cette entente permet l'équité du traitement fiscal dans l'industrie. En effet, les chauffeurs Uber percevront les taxes de vente sur chaque course dès le premier dollar de revenu, comme les chauffeurs de taxi sont tenus de le faire. La communication de renseignements par Uber à Revenu Québec permettra par ailleurs de s'assurer que toutes les taxes perçues et les impôts des chauffeurs seront versés à Revenu Québec.

Revenu Québec tient à préciser que, malgré cette entente, l'enquête fiscale amorcée en 2015 suit son cours.

Il est possible de consulter l'entente sur le site Internet de Revenu Québec.

...Ententes de conformité fiscale

70

- Airbnb

PERCEPTION DE LA TAXE SUR L'HÉBERGEMENT : ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET AIRBNB : UNE PREMIÈRE CANADIENNE

Montréal, le 29 août 2017. – Le gouvernement du Québec a conclu une entente avec la plateforme collaborative Airbnb afin qu'elle perçoive dorénavant la taxe sur l'hébergement (TSH) des personnes louant une unité d'hébergement par son entremise.

C'est ce qu'ont annoncé la ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de la Mauricie, Mme Julie Boulet, et le député de Pontiac et adjoint parlementaire du ministre des Finances, M. André Fortin.

Ainsi, dans le cadre de cette entente, une première au Canada, Airbnb s'engage :

- à percevoir, à compter du 1^{er} octobre 2017, la TSH sur l'ensemble des locations dès la première nuitée, pour les séjours de 31 jours et moins, et à l'acheminer à Revenu Québec trimestriellement;
- à transmettre à Revenu Québec les informations relatives aux montants perçus pour chacune des régions touristiques.

Les autres plateformes collaboratives transactionnelles du secteur de l'hébergement pourront également percevoir la TSH, comme indiqué dans un bulletin d'information  publié aujourd'hui par le ministère des Finances.

...Ententes de conformité fiscale

• Modèle

71

Introduction

- Summary of legislative context and business environment
- Mutual intention to collaborate only, no acknowledgement of liability
 - Voluntary agreement – creates no other obligation or precedent
 - Voluntary tax remittance or payment – for future only
- Direct tax payment or remittance or on behalf of clients
 - Agreement does not create agency relationship

Registration

- Platform (direct or on behalf of clients) or clients
 - If clients, tailor made electronic registration, faster, cheaper and more secure
 - Registration voluntary or required by law

Tax Remittance

- Remittance or payment by platform – direct or on behalf of clients
 - How much – Specific, provided in templates or schedules – full certainty
 - How – Tailor made secured electronic channels, tested prior coming into force
 - When – Tailor made, reasonable frequency and other channel between parties

Tax Disclosure

- Required disclosure of the tax made by platform only
- Tailor made information communicated to clients and public

Confidential Information Protection and Privacy

- Highest level of protection for all information re platform and clients
- Information provided to tax authority
 - What – Tailor made and specific, in templates or schedules – full certainty
 - How – Tailor made, secured electronic channels, tested prior to coming into force
 - When – Tailor made, reasonable frequency and other channel between parties
- Acknowledgement that information is sufficient for audit purposes
 - Proper safeguards re additional requests for information and enforcement actions

Establishment

- No establishment created by agreement or conduct under agreement

Varia / Signatures / Resolutions Authorizing Agreement

- Requirement for administrative pronouncement authorizing agreement
- Media messaging

...Ententes de conformité fiscale

72

- Au fédéral ...



TVQ ET COMMERCE ÉLECTRONIQUE TRANSFRONTALIER

«Taxe Netflix»

74



Direction générale des entreprises

20042590043

Le 27 septembre 2018

Me Nicolas X. Cloutie
Ireland
1000, rue de La Gauchetiè. O, PORTE 2500
Montréal, QC H3B 0A2

**Objet : Transmission du code d'invitation pour l'inscription
de l'entreprise au fichier de la TVQ**

Comme mentionné dans notre lettre du 25 septembre 2018, vous trouverez ci-dessous un code d'invitation qui facilitera l'inscription de l'entreprise au fichier de la taxe de vente du Québec (TVQ).

Code d'invitation : 8 74

(. . .)

Votre collaboration contribue à la réalisation de notre mission, qui est de maintenir l'équité fiscale dans l'intérêt de tous.

La Direction principale des relations
avec la clientèle des entreprises

... «Taxe Netflix»

75

Inscription

- Habilite fournisseur désignée

Inscription?

ou

- Pas entreprise
- Pas établissement
- Pas inscrit

Plateforme?

Four. Désigné?

- Particulier
- Lien Québec
- Pas commerciale

Seuil déterminé?

- 30 000\$
- 12 mois
- Fourniture Québec

et

Consommateur?

Fourniture Qc?

- Pas besoin entreprise Québec (art. 23)
- Fourniture par four. dés. étrangers à "consommateur québécois" réputée au Québec

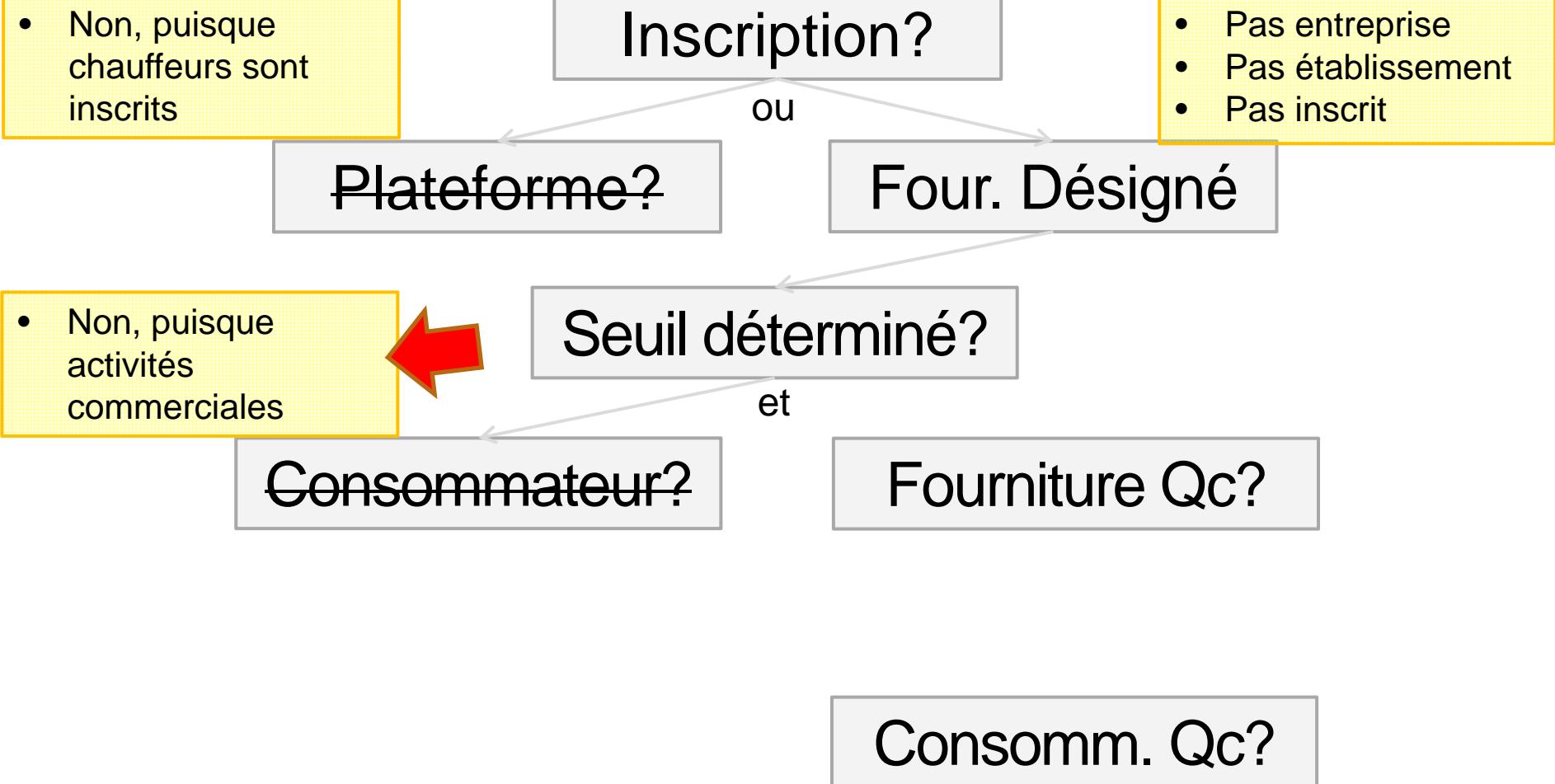
Consomm. Qc?

- Adresse facturation
- Adresse résidence
- Adresse IP

- SIM
- Téléphone
- Autre

Exemple 1: Covoiturage urbain

76



Exemple 2: Achat d'un film à partir de l'étranger

77

- Non, puisque vente directe par l'entreprise

Inscription?

ou

- Pas entreprise
- Pas établissement
- Pas inscrit

Plateforme?

Four. Désigné

- Procure le film pour jouissance personnelle

Seuil déterminé?

et

Consommateur

Fourniture Qc

- Fourniture par four. dés. étranger à "consommateur québécois" réputée au Québec

Consomm. Qc?

- 7 facteurs pour identifier le consommateur
- La TVQ s'attache aux québécois partout où ils se trouvent ?



Question constitutionnelle – cadre d'analyse

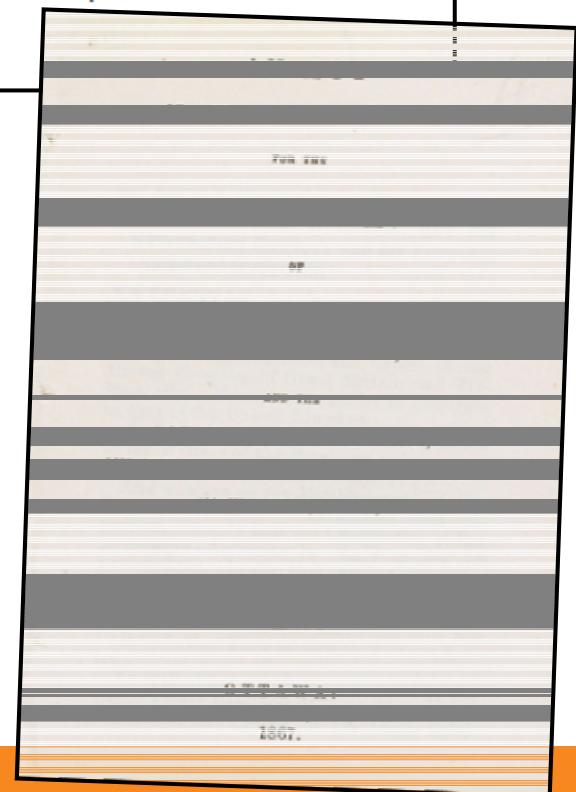
POUVOIRS EXCLUSIFS DES LÉGISLATURES PROVINCIALES

Sujets soumis au contrôle exclusif de la législation provinciale

92. Dans chaque province la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir :

2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux;

- ¬ L'objet de la taxe doit être dans les limites de la province
 - ¬ Personne
 - ¬ Bien
 - ¬ Transaction
 - ¬ Avantage



Question constitutionnelle – l'objet de la taxe

**LOI CONCERNANT
PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES
DISPOSITIONS DES DISCOURS SUR LE BUDGET DU
17 MARS 2016 ET DU 28 MARS 2017**

**« SECTION III
« PERCEPTION**

« 477.6. Un fournisseur désigné inscrit en vertu de la section II qui effectue au Québec la fourniture taxable d'un bien meuble incorporel ou d'un service à un consommateur québécois désigné, autre qu'une fourniture visée au troisième alinéa, doit, à titre de mandataire du ministre, percevoir la taxe pavah¹ à l'encontre d'un consommateur québécois désigné en vertu de l'article 16 à l'égard de cette fourniture.



- Est-ce que la fourniture d'un film en ligne à l'étranger à un Québécois se situe dans les limites de la province?

DIVULGATIONS VOLONTAIRES

Conditions pour une divulgation valide

81

- ¬ Volontaire
- ¬ Complète
- ¬ Pénalité
- ¬ Renseignements en retard d'au moins un an

- ¬ Aucune pénalité
- ¬ Allégement des intérêts
- ¬ Aucune accusation

- ¬ Fin de l'anonymat
- ¬ Paiement immédiat de l'impôt dû (estimé)
- ¬ 90 jrs pour fournir les documents/infos supplémentaires
- ¬ 2 volets :
 - ¬ Programme limité
 - ¬ S'adresse aux contribuables qui se sont soustraits volontairement à l'impôt
 - ¬ Programme général

- ¬ Programme limité:
 - ¬ Pas de poursuite au criminel
 - ¬ Pas de pénalités pour faute lourde
 - ¬ Intérêts et autres pénalités
 - ¬ Renonciation au droit d'opposition et d'appel

- ¬ Programme général:
 - ¬ Pas de poursuite au criminel
 - ¬ Pas de pénalités pour faute lourde
 - ¬ Allégement partiel des intérêts (50%) – années précédant les 3 dernières années

- ¬ Période visée est généralement de 6 ans
- ¬ Notion de « capital de départ »
- ¬ Allégement des intérêts
- ¬ Processus plus exigeant
- ¬ Lettre d'entente

- ¬ Période visée est généralement de 10 ans
- ¬ Notion de « capital de départ »
- ¬ Allégement des intérêts
- ¬ Processus plus exigeant
- ¬ Lettre d'entente

- ¬ Ouverture de la divulgation aussitôt que possible
- ¬ Paiement aussitôt que possible
- ¬ Conformité future du contribuable
- ¬ Processus d'une durée d'environ deux ans et demi

mcCarthy
tétrault

Le programme *Progresser^{MC}* de McCarthy Tétrault
Bâtir nos compétences pour mieux croître

Gérez votre régulateur

Julie-Martine Loranger, Geneviève St-Cyr Larkin et Nicholas Trottier

Le mardi 12 février 2019

mcCarthy
tétrault

Thèmes clés

- ¬ Complexité de la réglementation et des pouvoirs du régulateur sont en hausse
- ¬ Le « litige » commence bien avant de se retrouver devant un tribunal
- ¬ La dissuasion est un élément clé
- ¬ Des jugements solides sur les enjeux de réputation sont requis ce qui implique :
 - ¬ Des meilleures pratiques, bien conçues, adaptées et documentées
 - ¬ L'habileté de rapidement déterminer les faits, et ce, de façon fiable

Approche avec les régulateurs

- ¬ Comprendre leurs pouvoirs
- ¬ Comprendre vos obligations
- ¬ Représentation conjointe ou distincte
- ¬ Assureur et indemnisation
- ¬ Répondre aux questions dans les délais
- ¬ Collaboration et proactivité
- ¬ Auto-identification
- ¬ Préservation des priviléges

Approche avec les régulateurs (suite)

- ¬ Minimiser le préjudice d'une procédure éventuelle
- ¬ Mettre les balises pour un règlement
- ¬ Gérer l'impact des recours civils
- ¬ Maintenir la relation

Montréal, le 22 février 2019

Par courriel

L'original suivra par Xpresspost

Objet : Demande de remise de documents

Madame,

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2, et conformément à **l'article 237** de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), nous vous demandons de nous fournir les renseignements et/ou documents suivants :

1. Chronologie détaillée de tous les événements ayant mené à la diffusion de la nouvelle du 10 janvier 2019, suivant laquelle ABC annonçait la conclusion d'une entente afin de faire l'acquisition de la totalité des actions ordinaires moyennant la somme de 20 \$ CA par action.

- ¬ Article 237 L.V.M.
- ¬ Surveillance des marchés
- ¬ Chronologie (types)

Autorité des marchés financiers

- ¬ Cette chronologie doit inclure, de manière non limitative :
 - ¬ La liste de toutes les rencontres, réunions et discussions portant sur cette nouvelle
 - ¬ Le nom de chacun des participants à ces rencontres, réunions et discussions
 - ¬ La date, l'heure et le lieu de chacune de ces rencontres, réunions et discussions
 - ¬ La liste des correspondances entre les parties
 - ¬ Copie des procès-verbaux

Éléments à garder à l'esprit

- ¬ Vérification
- ¬ Support documentaire pour chaque témoin potentiel (*backup*)
- ¬ Fausse déclaration
- ¬ Privilège
- ¬ Procès-verbaux signés et révisés

AMF (suite)

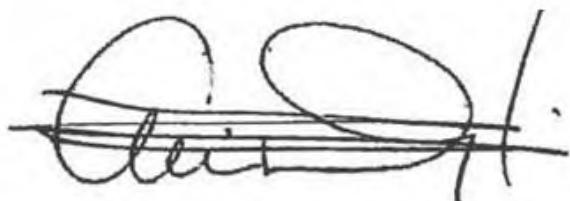
- ¬ Liste de tous les individus, incluant les administrateurs, dirigeants, employés et consultants de ABC (anciens et actuels) qui détenaient des informations relatives à la nouvelle avant que celle-ci ne devienne publique, ainsi que la nature des informations détenues par chacune de ces personnes, la date à laquelle ces personnes ont été informées de la nouvelle, la raison pour laquelle ces personnes ont été informées de la nouvelle et l'identité de la personne qui leur a annoncé la transaction
 - ¬ Support documentaire « *need to know* »

AMF (suite)

- ¬ Liste de tous les employés de ABC, incluant la date d'entrée en fonction, le poste et les coordonnées personnelles de chacun
 - ¬ Exception: coordonnées personnelles
- ¬ Toute politique interne concernant les transactions sur les titres de ABC par des employés et/ou cadres
 - ¬ Importance de politique à jour et non désuète

Vous voudrez bien faire parvenir ces documents à l'attention de Henri Poireau à nos bureaux de Montréal au plus tard le 29 février 2019.

Nous sommes conscients que certains membres de votre personnel travailleront en collaboration avec vous pour nous fournir l'information. Nous vous demandons de bien vouloir garder cette demande confidentielle.



Directeur de la Surveillance des marchés

À considérer pour la réponse

- ¬ Délais trop courts
- ¬ Remise chronologie et lettre de transmission
 - ¬ 1 seul document et filigrane
 - ¬ Condensé (« le fruit d'une collecte d'information auprès de plusieurs individus »)
- ¬ Obtention de confirmation face à la confidentialité
- ¬ Qui a signé la lettre de l'AMF?
- ¬ Qui est « Henri Poireau » (rôle et fonction)?
- ¬ Réserves de droit
 - ¬ Meilleure connaissance
 - ¬ Aucune renonciation au privilège
 - ¬ « *Claw back* »

Montréal, le 1^{er} mars 2019

CONFIDENTIEL
PAR COURRIEL

Objet : Demande de document/renseignement

Madame,

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (RLRQ, c. A-33.2) et conformément à l'article 237 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), nous vous demandons les renseignements et/ou documents suivants :

1. Une clé USB contenant la boîte complète du système de gestion de messagerie, en format « .pst », de Catherine Saule pour la période allant du 30 septembre 2018 au 11 janvier 2019, contenant, mais non limitativement, la boîte de réception, les éléments envoyés, les éléments supprimés, les éléments classés ou archivés, les brouillons et la boîte d'envoi.

Veuillez nous faire parvenir ces documents à l'attention de l'enquêteur sur **support électronique** à nos bureaux de Montréal, ou par courrier électronique à l'adresse courriel de l'Autorité, et ce, au plus tard le 5 mars 2019.

CONFIDENTIALITÉ

Nous vous prions de garder cette demande confidentielle. Nous sommes conscients que certains membres de votre personnel travailleront en collaboration avec vous pour nous fournir l'information et nous demandons que ces personnes gardent également cette demande confidentielle.

AFFIDAVIT

Conformément aux exigences des articles 29, 30 ou 31.1 de la *Loi sur la preuve au Canada*, auriez-vous l'obligeance de bien vouloir **compléter et nous transmettre par la suite, avec les documents demandés, l'affidavit dûment asservementé ci-joint**.

Directeur des enquêtes – manipulation de marchés et délits d'initiés

- ¬ Passe de la surveillance à l'enquête
- ¬ eDiscovery et connaître son IT
- ¬ Revue de la boîte
- ¬ Registre des privilèges et *clawback*
- ¬ Manque de temps
 - ¬ Par tranche
 - ¬ Mots clés afin de réduire l'univers
- ¬ Téléphone
- ¬ Confidentialité des collaborateurs
- ¬ Maintenir la preuve

Filtrage du privilège et création d'un registre de privilège («priv log»)

	A	B	C	D	E	F	G
1	#	Date	Time	From	To	Subject / Description	Privilege
2	1	2011-09-05	11:50:00	Bob <client@company.com>	Nigel <lawyer@lawfirm.com>	Contracts	Attorney-client
3	2	2011-09-06	08:30:56	Nigel <lawyer@lawfirm.com>	Bob <client@company.com>	Re: Contracts	Attorney-client
4	3	2011-09-06	14:45:11	Bob <client@company.com>	Nigel <lawyer@lawfirm.com>	Re: Contracts	Attorney-client
5	4	2012-01-15	16:55:49	Bob <client@company.com>	Joe <VP@company.com>	Lawsuit coming	Litigation
6	5	2012-01-15	19:01:14	Joe <VP@company.com>	Bob <client@company.com>	Re: Lawsuit coming	Litigation

En vertu des articles 29, 30 et 31.1 de la *Loi sur la preuve au Canada*

AFFIDAVIT

Je soussigné(e), _____ de la ville de _____, dans la province de _____, affirme solennellement et déclare ce qui suit :

1. Je suis le _____ (ci-après « qualité officielle ») de _____ (nom de l'organisation, ci-après l'« organisation »), située au _____ (adresse de l'organisation) et à ce titre, j'ai une connaissance personnelle des faits allégués au présent affidavit;
2. Je certifie que les documents joints au présent affidavit sont des copies conformes d'inscriptions faites dans le cours ordinaire des affaires apparaissant dans les livres et registres de l'organisation ci-haut mentionnée relativement _____ (décrire sommairement le document);
3. Il n'est pas possible ou raisonnablement commode de produire les originaux des pièces décrites pour les raisons suivantes : _____ ;
4. Les livres ou registres d'où proviennent les documents gravés sur le support numérique étaient, au moment de ces inscriptions, des livres ou registres ordinaires de cette organisation;

5. Ces livres ou registres d'où furent tirés les documents gravés sur le support numérique sont sous la garde ou la surveillance de l'organisation ci-haut mentionnée;
6. Les copies des documents gravés sur le support numérique sont des reproductions permanentes et non modifiables de l'original en ce que le contenu du support numérique joint au présent affidavit est non réinscriptible et que les documents s'y trouvant ne peuvent être effacés ou modifiés;
7. Le système informatique était fiable et fonctionnait bien à l'époque de la création de ces documents ainsi qu'à l'époque de leur transfert sur support numérique;
8. Il n'existe aucun motif de mettre en doute la fiabilité de ce système d'archivage.

Signé : _____

Affirmé solennellement et signé devant moi à _____

Ce ____ jour de _____ 20 ____

Juge de paix ou commissaire à l'assermentation
(Signature)

Courriel de l'AMF

- ¬ Demande de répondre à quelques questions par appel conférence ou vidéo-conférence de façon volontaire

Courriel de l'AMF

- ¬ Dangers
 - ¬ Absence de mise en garde
 - ¬ Captif
 - ¬ Avant un interrogatoire
 - ¬ Vidéo-conférence
 - ¬ Voir-dire

Demande d'interrogatoire

- ¬ Vous n'êtes pas une cible
- ¬ Sur une base volontaire
- ¬ Votre employeur ou le tiers
- ¬ Enregistrement
- ¬ Mauvais réflexe

Demande d'interrogatoire

- ¬ Subpoena/contrainte
- ¬ Mise en scène
- ¬ Doit répondre sous peine d'outrage
- ¬ *Fournier, 2012 QCCA 1179*
 - ¬ Obligation de répondre aux questions posées
 - ¬ Pas possible de s'objecter au motif de pertinence
 - ¬ C'est un processus de nature administrative

Protection des chartes canadienne et québécoise

« Tout ce que vous direz ne pourra être retenu contre vous lors d'éventuelles procédures criminelles ou pénales sauf en cas de parjure ou de témoignage contradictoire »

- ¬ Immunité relative
- ¬ Inapplicabilité de la Charte canadienne hors des frontières du Canada (*R c. Hape*, 2007 CSC 26)

- ¬ Article 245 *Loi sur les valeurs mobilières*
« *L’Autorité peut interdire à une personne de communiquer à quiconque, si ce n’est à son avocat, toute information reliée à une enquête.* »
- ¬ Importance capitale de la préparation

Extra territoriaux

- ¬ *Accord multilatéral portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations*, Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières; mai 2002
- ¬ 10 janvier 2019: l'AMF a adhéré à l'Accord multilatéral renforcé portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations

- ¬ L'Article 9(d) de l'Accord multilatéral: lorsque permis par la loi, les enquêteurs de l'Autorité requérante peuvent envoyer leur liste de questions à l'Autorité requise et assister aux interrogatoires
- ¬ Article 247
 - « *L'Autorité désigne le membre de son personnel chargé de la conduite de l'enquête. L'Autorité peut aussi charger de la conduite de l'enquête une personne qui ne fait pas partie de son personnel.* »

Mallat c. AMF, 2018 QCCS 3867

- ¬ L'AMF (Québec), désigne l'AMFF (France) en vertu de l'article 247 LVM

« [167] En d'autres mots, l'utilisation par l'AMFF en France d'éléments de preuve recueillis au Québec, ne peut pas être considérée comme une violation des droits des demandeurs protégés par la Charte canadienne puisque celle-ci de n'applique pas en France. Cette question doit être tranchée par des tribunaux en France selon le droit applicable dans ce pays, comme la Commission des sanctions l'a fait et comme la Cour d'appel de Paris s'apprêtait à le faire jusqu'à la demande de sursis. »

Arrêts B-3495/2018 et B-3496/2018 du TAF suisse (28 septembre 2018)

- ¬ Le TAF annule deux décisions qui accordait une demande d'entraide à l'AMF
- ¬ Fondé sur la décision **Baazov** le TAF conclut:
 - ¬ qu'il existe des éléments qui suscitent des incertitudes indéniables et légitimes sur le fonctionnement de l'AMF » et sur sa capacité à respecter ses engagements en matière de confidentialité; et
 - ¬ que « le seul fait qu'il s'agisse de procédures séparées ne permet pas encore d'exclure la possibilité que les dysfonctionnements constatés dans une des procédures plissent également se reproduire dans l'autre. Si ces doutes ne paraissent pas suffisants à rejeter définitivement la demande d'entraide, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent être levés avant que l'entraide puisse être accordée. »

Requête du SEC

- ¬ Perquisition
- ¬ 500 – 26 – plomitif et scellés
- ¬ Comprendre ce qui a été remis à l'autorité étrangère

Arrêt des procédures dans l'affaire Amaya

Baazov c. Autorité des marchés financiers,
2018 QCCQ 4449

1. Introduction et description du dossier
2. L'importance du eDiscovery
3. Les constats du témoin expert en eDiscovery
4. Les conclusions de la Cour: l'arrêt des procédures

Introduction et description du dossier

La transaction Amaya - Oldford

32



Pointe-Claire, QC



David Baazov



Isle of Man



Mark & Isai Scheinberg

L'importance du eDiscovery

33

Une note de service privilégiée

[QUESTIONS FOR HYPERTEC (2748134 CANADA INC.)]

Document envoyé par courriel le
21 février 2016, du CFO
d'HyperTec, Monsieur Nat

To : Hypertec (2748134 Canada Inc.)
By : Me Nicholas St-Jacques
Re : Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)

The document provided by Benjamin indicates [REDACTED]

[REDACTED] I would need the following documents:

> [REDACTED]

[REDACTED] I have attached copies of [REDACTED]

> [REDACTED]

I have attached a copy of [REDACTED]

> [REDACTED]

[REDACTED] Refer to attached a copy of [REDACTED]

Le Groupe Nourale Inc. – Desrosiers Joncas Nourale Massicotte | 1
CONFIDENTIEL ET PRIVILÉGIÉ

Les constats en eDiscovery

ID	Document Title	Document Date	Mime Type	Sender/Author	Recipient Address	Load Batch Name	MD5 (CSV)	IntellaID
Baaz001:03121554	RE: KPMG - Companies' Valuation	21/02/2016 02:40 UTC				20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	a16c7a6a27a17c520166c4713751c13	905846
Baaz001:03121722	Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)	21/02/2016 02:37 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	70a9a2b9bec42fb558f784d9fe9dce5	950546
Baaz001:03099684	RE: KPMG - Companies' Valuation	21/02/2016 02:40 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	1744c62a2bed8ccb1146d06acef7cb73	559978
Baaz001:03100045	Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)	21/02/2016 02:37 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	70a9a2b9bec42fb558f784d9fe9dce5	605984
Baaz001:03844178	RE: KPMG - Companies' Valuation	21/02/2016 02:40 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	1744c62a2bed8ccb1146d06acef7cb73	1328205
Baaz001:03844347	Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)	21/02/2016 02:37 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	70a9a2b9bec42fb558f784d9fe9dce5	1962005
Baaz001:03100058	FW: KPMG - Companies' Valuation	10/03/2016 19:34 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	3567bd5541cef138a523c8892710dff	559945
Baaz001:03100218	Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)	21/02/2016 02:37 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	70a9a2b9bec42fb558f784d9fe9dce5	559943
Baaz001:03124721	FW: KPMG - Companies' Valuation	10/03/2016 19:34 UTC			@hypertec.com),	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	83ed9459ed93781b76e80f4c7e866dc3	564108
Baaz001:03124879	Questions for Hypertec (2748134 Canada Inc.)	21/02/2016 02:37 UTC			@hypertec.com>	20180209_AMF11334_2017-386-003_Div..	70a9a2b9bec42fb558f784d9fe9dce5	608005

3 copies enlevées
 2 copies dans la divulgation DP26
 5 courriels transmettant le document

MD5 identiques

ID : identifiant McCarthy

Document Title

Document Date

Mime Type : type de fichier email document Word

Sender/Author

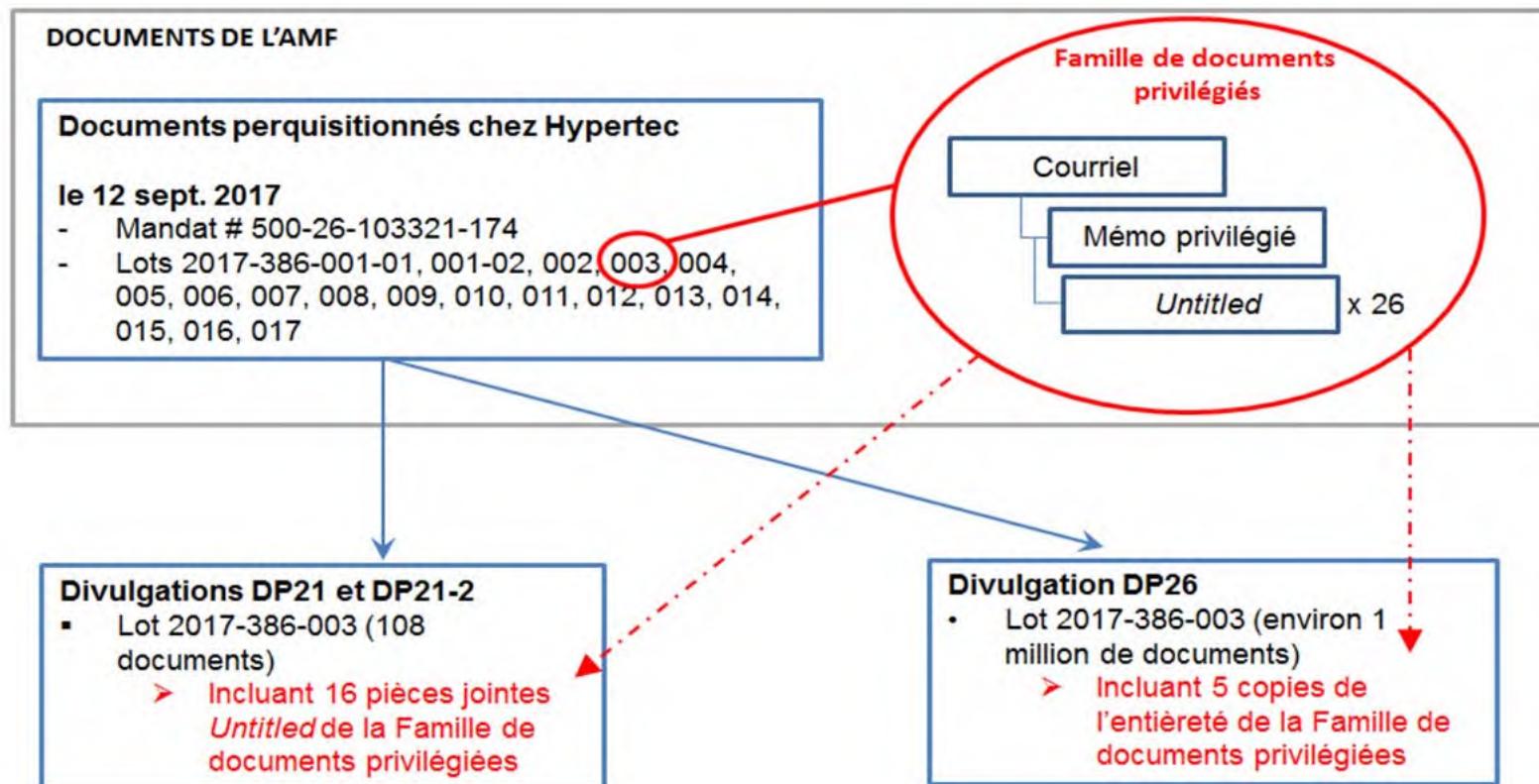
Recipient Address

Load Batch Name : provenance des documents (Lot 2017-386-003 = Hypertec)

MD5 (CSV) : identifiant généré par algorithme pour démontrer l'intégrité d'un document, son empreinte digitale

IntellaID : identifiant AMF

Les constats (suite)



Les conclusions de la Cour: l'arrêt des procédures

1. Manquements en matière de divulgation de la preuve

« La divulgation de la preuve : Histoire de retard et de cafouillage » et « Cumul d'erreurs »

Les conclusions de la Cour (suite)

38

- ¬ La goutte qui a fait déborder le vase : l'AMF de retirer 330 000 documents des mains des défendeurs en cours de procès



« [211] (...) Rappelant un film populaire des années 90, « Men in Black », Me Melchers a commenté qu'on ne dispose pas d'un « Neuralyzer », un appareil permettant de neutraliser ou d'effacer la mémoire de témoins gênants. »

Les conclusions de la Cour (suite)

39

- ¬ Consultation de documents protégés par le secret professionnel, le privilège relatif au litige et le privilège d'intérêt commun
- ¬ Préjudice du défendeur présumé
- ¬ Absence de preuve de la part de l'AMF qu'aucun préjudice ne découlerait de la consultation des documents privilégiés, au contraire :
 - ¬ Admissions de révision et de consultation des documents par le contentieux et par les enquêteurs au dossier

Les conclusions de la Cour (suite)

40

Problèmes systémiques en matière de respect des priviléges

« Dans la présente affaire, le traitement des documents potentiellement privilégiés dans les bases de données électroniques par l'AMF est préoccupant. À cet effet, la preuve a démontré que le protocole suivi par l'AMF afin de protéger les documents potentiellement privilégiés était inadéquat, incomplet, voire inexistant et son application a été déficiente. »

« Le laxisme et l'absence de rigueur de l'AMF dans le traitement de la preuve privilégiée sont inacceptables. Le Tribunal ne peut pas continuer d'absoudre judiciairement la conduite de la poursuite. »

Les conclusions de la Cour (suite)

41

Aucun autre remède que l'arrêt des procédures

« Rappelons que l'arrêt des procédures est une mesure draconienne qui ne doit s'appliquer que dans les cas les plus manifestes. Pour les raisons qui suivent, le Tribunal est d'avis que, hormis l'arrêt des procédures, il n'y a pas d'autres solutions pour remédier à l'atteinte à l'équité du procès et à l'intégrité du système judiciaire. »

Les conclusions de la Cour (suite)

42

Le secret professionnel et l'intérêt de la société

« *Finalement, la société a tout intérêt à ce qu'un poursuivant s'acquitte avec célérité de ses obligations et qu'il procède à une divulgation diligente de la preuve. Un citoyen poursuivi par l'AMF ne devrait pas craindre de violer le secret professionnel appartenant à des tiers en consultant la preuve qui lui est divulguée. L'intérêt de la société est également préservé lorsque le secret professionnel reçoit la protection la plus absolue.* »

Questions

Julie-Martine Loranger
jmloranger@mccarthy.ca
t. 514-397-4221



Geneviève St-Cyr Larkin
gstcyrlarkin@mccarthy.ca
t. 514-397-4233



Nicholas Trottier
ntrottier@mt3.ca
t. 514-397-4192



mcCarthy
tétrault

McCarthy Tétrault *Advance*TM
Building Capabilities for Growth

GST/QST and Real Property

Fred Purkey & Quentin Lageix

Tuesday, February 12, 2019



Purchases and Sales

- ¬ As a general rule, a supply of real property situated in Canada, including residential property, is taxable unless the transaction is specifically exempted.
 - ¬ Used residential real estate: **exempt supply**, no GST/QST charged
 - ¬ Commercial real estate or new residential real estate: **taxable supply**, so charge GST/QST (subject to self-assessment rules)

Mixed-Use Properties

- ¬ Treated as separate supplies: subsection 136(2) deems the supply of real property that forms part of a residential complex and that part that does not form part of a residential complex to be the **supply of two different properties.**

Mixed-Use Properties

- ¬ For example, in the sale of an apartment building with a first-floor shopping mall, the commercial first floor and the upper residential floors are considered to be two separate supplies.
 - ¬ One taxable because it is a sale of commercial real estate, the other not because it is used residential real estate
 - ¬ Each part must be considered separately

Self-Assessment

- ¬ If you are acquiring the commercial real estate in the context of carrying on a commercial activity, then you may be able to claim an input tax credit to recover GST/QST payable
- ¬ Unfortunately, this can result in a significant cash flow problem until the GST/QST is refunded
- ¬ The solution is for the purchaser to self-assess the tax

Self-Assessment

- ¬ Basically, instead of paying the vendor the GST/QST, the purchaser agrees to account for the GST/QST owing on its own return and then claim an offsetting input tax credit
- ¬ If the purchaser fails to do so, then the vendor is still liable to remit the tax
- ¬ The parties are **not required to use the self-assessment mechanism**, and the vendor can instead just charge and collect tax at closing
 - ¬ This is a highly unusual approach but some vendors prefer it...
- ¬ However, in these circumstances, the purchaser has a specific obligation to pay the tax to the government, whether or not the vendor has collected the tax.

Self-Assessment: Purchaser Registration

- ¬ The purchaser must be registered for GST/QST for this to work
 - ¬ Vendor should obtain the purchaser's GST/QST numbers, and **verify on the CRA / Revenue Quebec website that these numbers are still valid**
 - ¬ Vendor should also ask for an indemnification against any tax, interest, and/or penalties (if applicable) if the purchaser fails (or is unable) to self-assess

Self-Assessment: Vendor Registration

- ¬ Does the Vendor have to be registered?
 - ¬ The vendor usually would be registered if it owns commercial real estate, but not always
 - ¬ The issue is the documentation requirements to claim input tax credits mandate the GST/QST number of the supplier, and so in theory the CRA / Revenue Quebec could deny the offsetting input tax credit on a self-assessment if the vendor is not registered for GST/QST purposes

Self-Assessment: Vendor Registration

- ¬ Fortunately, the CRA has addressed this favorably in February 24, 2000 (*Canadian Bar Association, Commodity Tax section*) :
 - ¬ 24. — Input Tax Credit Claims — Documentary Requirements
 - ¬ (a) A non-registered vendor sells real property to a registered purchaser. The registered purchaser self-assesses pursuant to subsection 228(4). Would the CCRA allow the registered purchaser (engaged exclusively in commercial activities) to claim an input tax credit even though the documentary requirements cannot be satisfied since the vendor is not registered?

Self-Assessment: Vendor Registration

- ¬ Answer: (a) Yes, an input tax credit can be claimed.
 - ¬ As you have indicated, paragraph 169(4)(a) of the ETA prohibits a person from claiming an ITC unless sufficient documentation, including prescribed information, is obtained. Since the supplier, in this instance is not a registrant, and the prescribed information requires a registration number assigned to the supplier the requirements of subsection 169(4) cannot be fulfilled.
 - ¬ Thus, in the case of a self-assessment of tax on real property this general requirement will be varied in recognition of the circumstance under the authority of subsection 169(5) which allows the Minister to waive the documentary requirements provided the tax payable has been accounted for by the recipient in the return in which it must be reported.

Self-Assessment: Option

- ¬ In the common law provinces and territories (but not Quebec), an option in real property normally creates an equitable interest in the property where the grantee has the right to compel the grantor of the option to sell or transfer an ownership interest in the real property to the grantee.
- ¬ In the granting of a call option, an equitable interest in the property (being “real property”) is transferred from the grantor to the grantee.

Self-Assessment: Option

- ¬ If the supply of the call option is a taxable supply, the **consideration payable** for the acquisition of the option **is subject to tax**.
- ¬ Where the recipient is registered, the supply of the call option is subject to the self-assessment rules since the supply is regarded as the supply of real property by way of sale.
- ¬ To the extent that consideration paid is in respect of the ongoing right to use the property and not for the supply of the option itself, the self-assessment rules will not apply.

Self-Assessment: Option

- ¬ For example, a person may grant another person an **option to purchase or lease property**. The granting of such rights gives the grantee an equitable interest in the property.
- ¬ The consideration paid for the actual grant of the interest may be considered as being in respect of the sale of the interest **but only** to the extent such consideration is not paid for the actual use of the underlying property.

Self-Assessment: Option in Quebec

- ¬ For GST and QST in the province of Quebec, the supply of an option to purchase real property is **considered a supply of intangible personal property** (or incorporeal movable property) and not of real property.
- ¬ Since the option is not real property in Quebec, the acquiror **cannot self-assess the tax** on the supply of an option, so the grantor has to actually collect and remit.
- ¬ Revenue Quebec administers both the GST and the QST in Quebec, following civil law principles. The application of civil law principles can cause a different application of GST and QST in Quebec.

Air Rights

- ¬ Air rights are part of the bundle of rights that are owned with the land and generally relate to the access to and control of the area above the surface of a property.
- ¬ Rights to the control of and access to the air space above a parcel of real property constitute interests in the underlying real property and therefore, under both the common law and civil law, air rights **constitute real property** for GST/QST purposes.
- ¬ Accordingly, the **supply** of air rights by way of sale to a registered purchaser would be subject to self-assessment.
- ¬ A supply by way of lease, licence or similar arrangement, of the use or right to use these rights also constitutes **a supply of real property** for GST/QST purposes but would not be subject to self-assessment.

Density Rights

- ¬ Density rights, on the other hand, relate to the ability to construct buildings of a particular height or “density” and are matters of municipal regulatory control.
- ¬ **A supply of density rights does not constitute a supply of real property.**
- ¬ So no self-assessment if you pay for them.

Adjustments to the Purchase Price

- ¬ On commercial real estate, the Buyer rarely if ever pays the GST/QST at closing, and instead self-assesses the tax and usually claims an offsetting credit or refund when filing its return.
- ¬ If the real estate is a used residential building the supply is an exempt supply and no tax is payable.
- ¬ However, in each of these instances **there may be other supplies besides the real estate**, which are often dealt with through the **adjustment mechanism**.

Adjustments to the Purchase Price

- ¬ Each item that is subject to an adjustment needs to be reviewed to determine if it attracts GST/QST that the Seller must collect from the Buyer at Closing.
 - ¬ For example, if the Seller prepaid the elevator contractor for the months maintenance service and closing takes place mid month, the Buyer will pay the Seller for this prepaid item as the Buyer will get the benefit of such service. This payment by the Buyer to the Seller for such pre-paid expense may be subject to GST/QST, that the Seller should charge the Buyer.

Adjustments to the Purchase Price

- ¬ Adjustments which may be taxable:
 - ¬ Gas & electricity
 - ¬ Rent (commercial)
 - ¬ Maintenance costs (service contracts, etc.)
- ¬ Adjustments which are likely not taxable:
 - ¬ Property tax
 - ¬ Insurance
 - ¬ Land Transfer Tax
 - ¬ Rent (residential)

Adjustments to the Purchase Price

- ¬ May be able to make the argument that the adjustments are incidental to the main supply, and practically that is usually the approach taken

Damage and Lease Cancellation Payments

- ¬ Section 182:
 - ¬ If as a consequence of the **breach, modification or termination of an agreement** for the making of a **taxable supply** (other than a zero-rated supply) of property or a service in Canada by a registrant to a person, an amount is paid or forfeited to the registrant **otherwise than as consideration for the supply**, or a debt or other obligation of the registrant is reduced or extinguished without payment on account of the debt or obligation, the person is **deemed to have paid GST**

Damage and Lease Cancellation Payments

- ¬ So, if an amount is **paid by a recipient** (buyer or lessee) **to a supplier** (seller or lessor) as damages, whether by Court order or on a settlement, and it is for a contract that would have **otherwise been subject to GST/QST**, then the amount paid is **deemed to be GST/QST included**.
- ¬ This could arise, for example, in situations involving landlord/tenant, real estate purchase, construction, services provided to the landlord or tenant, and more

Damage and Lease Cancellation Payments

- ¬ There are many situations when a damage or compensation payment is not subject to section 182 because it does not meet one or more of the conditions in the subsection, such as:
 - ¬ no prior agreement for a taxable supply existed between the parties
 - ¬ the payment or forfeiture is made **by a supplier to a recipient** of the original supply
 - ¬ the original supply was not made by a registrant
 - ¬ the payment is not made as a consequence of the breach, modification or termination of the agreement
 - ¬ the payment is actually additional consideration for the original supply

Damage and Lease Cancellation Payments

- ¬ The deemed GST amount is:
 - ¬ 5/105 of the payment or 13/113 or similar appropriate fraction in an HST province
 - ¬ The purchaser/recipient should be able to claim an input tax credit/refund for this amount, if the purchaser was acquiring the original supply for consumption, use or supply in a commercial activity
 - ¬ Similar calculation for QST

Damage and Lease Cancellation Payments

- ¬ So if you are receiving a payment, take into account that part of it may have to be remitted to the CRA and such amount may need to be grossed-up
 - ¬ If the client wants \$100 of damages in his hands after GST, then the negotiated payment amount should be \$105 and not \$100.
- ¬ If you are making a payment, include in your calculations that part could be refunded to you as an input tax credit/refund
- ¬ This would also apply to a payment to cancel on a **prospective** basis the lease
 - ¬ So this deemed GST/QST included principle does not apply to a payment of past rent, for example, because in that case the payment is actually additional consideration for the original supply (i.e. the leased premises)

Deposit

- ¬ For purposes of determining when tax is payable, a **deposit** is an amount given by a recipient as security for the performance of a future obligation. A deposit may or **may not be refundable**.
- ¬ A deposit is not treated as consideration paid for a supply **until the supplier applies the deposit** as consideration for the supply, against the price payable.
- ¬ So the tax is triggered when the deposit amount is applied to the purchase of the real estate.

Deposit: Forfeited

- ¬ If a deposit on the proposed sale of commercial real estate is forfeited, then the erstwhile vendor may be **required to remit** a portion of the forfeited deposit as GST/QST
 - ¬ but the entity which would have been the purchaser (and who has now lost the deposit money) **may be able to claim a refund** of that remitted amount, if it is otherwise able to claim input tax credits
 - ¬ This can cause an unforeseen out-of-pocket for the vendor and a corresponding input tax credit/refund for the purchaser

Deposit: Forfeited

- ¬ This can be an unpleasant surprise for the erstwhile vendor, since if for example the deposit were \$100, then after the required remittance of GST only \$95.23 remains, plus the purchaser will get an input tax credit for the remitted amount
- ¬ So if the intended vendor wants \$100 in his hands after GST if the deposit is forfeited, then the deposit amount should be \$105.
- ¬ Similar calculation for QST.

Deposit: Forfeited

- ¬ CRA New Memorandum 19.1 — *Real Property and the GST/HST*
 - ¬ 70. If a deposit in respect of a taxable supply is forfeited, the vendor will be required to remit GST ... The person who made the deposit may claim an ITC, if the eligibility criteria for claiming ITCs are met.

Holbacks

- ¬ A holdback is a part of the consideration for a supply that is **retained by the recipient** of the taxable supply for a period of time **pending full and satisfactory performance of the supply** by the supplier.

Holdbacks

- ¬ Where the recipient of a taxable supply retains part of the consideration for that supply pending full and satisfactory performance of the supply, or a part thereof,
 - (a) in accordance with either federal or provincial laws, or
 - (b) as required under the terms of a written agreement for the construction, renovation or alteration of, or repair to any **real property**,

Tax is payable on the amount held back on the earlier of the day that the **holdback is paid out** and the **holdback is payable (the day the holdback period expires)** pursuant to the written agreement or applicable legislation).

Seizure of Property: Creditor

- ¬ Where property of a person is, for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation, is **seized or repossessed by the creditor:**
 - ¬ the person shall be deemed to have made, and the creditor shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of the property
 - ¬ **that supply shall be deemed to have been made for no consideration**

Seizure of Property: Court

- ¬ Where a **court**, for the purposes of satisfying an amount owing under a judgment of the court, orders a sheriff, bailiff or other officer of the court to seize property of the judgment debtor and **subsequently makes a supply of the property**, the supply of the property by the court is deemed to be a supply **made otherwise than in the course of a commercial activity**.

Seizure of Property: Court

- ¬ So this supply of property seized and disposed of by the Court **would not be subject to the GST/QST** as such supplies are deemed to be made otherwise than in the course of a commercial activity.

Joint Venture

- ¬ Where there are multiple co-owners of a property, each one is supposed to account for their share of GST/QST and input tax credits/refunds.
- ¬ Can be administratively difficult, so often the co-owners will want to appoint one entity to account for GST/QST (and claim input tax credits/refunds) for the property.
- ¬ This is done with the joint venture election.
- ¬ All the co-owners, and the operator, need to be registered for GST/QST.

Joint Venture

- ¬ Where a registrant (in this section referred to as the “operator”) is:
 - ¬ a **participant** in a **joint venture** (other than a partnership) under an **agreement, evidenced in writing**, with another person (in this section referred to as the “co-venturer”) for the exploration or exploitation of mineral deposits **or for a prescribed activity**, and the operator and the co-venturer **jointly make an election** under this subsection, then
 - ¬ all properties and services that are supplied or acquired under the agreement by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered **are deemed to be supplied or acquired by the operator** and not by the co-venturer

Joint Venture: Participant

- ¬ Technically under the law, the "operator" which is designated under the joint venture election is supposed to be a participant (i.e., a co-owner of the real estate)
- ¬ Often the co-owners want to designate a third party as the operator, such as a management company
- ¬ In document *P-106*, "Administrative Definition of a 'Participant' in a Joint Venture", November 7, 1993, the CRA took a useful administrative position on "Participant"

Joint Venture: Participant

- ¬ P-106: “Participant” means:
 - ¬ a person who, under a joint venture agreement evidenced in writing, **makes an investment** by contributing resources and takes a proportionate share of any revenue or incurs a proportionate share of the losses from the joint venture activities; **or**
 - ¬ a person, without a financial interest, who is designated as the operator of the joint venture under an agreement in writing and is **responsible for the managerial or operational control of the joint venture.**

Joint Venture

- ¬ "Prescribed activity" is defined in the *Joint Venture (GST/HST) Regulations*, which were retroactively amended in March 2011, and include:
 - ¬ the **construction of real property**, including feasibility studies, design work, development activities and the tendering of bids, where undertaken in furtherance of a joint venture for the construction of real property;
 - ¬ the exercise of the rights or privileges, or the performance of the duties or obligations, of **ownership of an interest in real property**, including related construction or development activities, the purpose of which is **to derive revenue from the property by way of sale, lease, licence** or similar arrangement;
- ¬ The federal government has stated on several occasions its intention to broaden the scope of activities for which the election could be made but has not done so yet.

Joint Venture

- ¬ The joint venture election form does not have to be filed with the CRA, only retained in case the CRA requests it
 - ¬ But don't put it off, get it signed at closing, otherwise it will cause a scramble later when you are on vacation
- ¬ A nominee corporation with no other management responsibilities should not be designated as the "operator"

Joint Venture

- ¬ Note that even in a joint venture arrangement, the co-owners still need to be registered for GST/QST themselves.
- ¬ On the initial purchase of real estate the co-owners self-assess the tax, even if on a going forward basis the operator of the joint venture will account for sales taxes on the property on behalf of the co-owners.
- ¬ Also, for a joint venture to be valid, there needs to be a written joint venture agreement (**without any language that says “this is not a joint venture” or “this is a partnership”**).

Assignment of a Commercial Lease

- ¬ A leasehold interest is real property and may be held or supplied in a number of ways.
- ¬ For example, a building owner leases the building to a person and under the terms of the lease the person is entitled to **assign the leasehold interest to a third party for consideration.**
- ¬ **Such an assignment is considered to be a sale of real property** since a lessee that transfers its leasehold interest to a third party is transferring the ownership of the real property (that is, the ownership of the leasehold interest) and therefore is making a sale of real property.

Assignment of a Commercial Lease

- ¬ The assignor in such a case is subject to the same provisions in respect of GST/QST obligations and entitlements that govern any other sale of real property.
- ¬ So the assignment of a commercial leasehold interest is generally taxable.
- ¬ As with other real property sales, the supplier of the leasehold interest is not required to collect tax on the sale if the purchaser is registered. In such circumstances and **if the supplier does not collect the tax, the purchaser will have the obligation to self-assess the tax.**

Amalgamations and Wind-Ups

- ¬ The transfer of the ownership of real property pursuant to a corporate amalgamation is non-taxable.
- ¬ A non-taxable transfer of real property results when a subsidiary is wound up into its parent corporation, if:
 - ¬ the parent company **owns at least 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the subsidiary**

Sale of a Business

- ¬ If other non-real estate assets are being sold with the building, you may want to do a section 167 election in respect of the sale of all or substantially all of the assets of a business.
 - ¬ For example, a bowling alley building with all of the machinery and assets (bowling balls, questionable shoes, etc.).

Sale of a Business

- ¬ A non-taxable sale of real property can also result if the real property is being supplied to a registrant as part of the supply of a business and the section 167 election is in effect.
- ¬ Under the terms of this election, an otherwise taxable supply of the property which is included in the supply of a business can be made without tax being payable if both parties to the transaction so elect.
- ¬ Need to actually file the election before the applicable deadline.

Sale of a Business

- ¬ The supplier and the recipient of the assets of the business qualify to make this election if:
 - ¬ the supplier makes a supply of the business or part of the business that was established or carried on by the supplier or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, and
 - ¬ the recipient acquires, under the terms of the agreement with the supplier, ownership, possession or use of **all or substantially all** of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part of the business as a business.

Sale of a Business

- ¬ The section 167 election **may not be made**, however, where the vendor is a registrant (and therefore eligible to claim input tax credits) and the **recipient is a non-registrant**
- ¬ "All or substantially all" = 90% or more, but can be hard to quantify
- ¬ Cannot do both a section 167 election and a self-assessment, because the effect of a section 167 election is that no tax is payable
 - ¬ If in doubt, go with the self-assessment approach as section 167 elections can be disputed

Commercial Rent: Percentage

- ¬ Commercial rent is taxable, and can contain different elements:
 - ¬ The term “percentage rents” refers to a specified percentage of a lessee's retail sales or revenues in excess of a base amount.
 - ¬ This percentage amount forms part of the rent. Percentage rents are often found in retail leases such as the lease for a unit in a shopping centre.
 - ¬ **Percentage rents are taxed the same as the basic rent.**

Commercial Rent: Property and Business Taxes

- ¬ Property and business taxes paid by the property owner to the municipality are generally not subject to GST/QST.
- ¬ The property owner may include in the lease rental an amount that represents a recovery of such taxes, either as part of the basic rent or as an additional rent in the lease agreement.
- ¬ **This amount is part of the consideration for the rental of the property, even if the lessee pays the amount directly to the municipality.**
- ¬ Since the lessee's payment is part of the consideration for a taxable supply, it is subject to GST/QST in the same way as the basic rent payable by the lessee.

Commercial Rent: Property and Business Taxes

- ¬ However, **if the lessee is directly liable to the municipality** for the payment of any such amount, then the GST/QST **will not apply**.
 - ¬ Who does the municipality pursue if the taxes are not paid? If the lessee, then the lessee is "directly liable"

Commercial Rent: Penalty Clauses

- ¬ Penalty clauses may treat a damage payment as additional rent.
- ¬ In this case, the payment of a penalty that results from a breach of the agreement is subject to the Damages treatment discussed previously (so may be deemed to be GST/QST included, section 182)

Lease Inducements

- ¬ Sometimes lease inducements are used for leases of taxable commercial property.
- ¬ The GST/QST consequences vary according to the circumstances of the lease inducement.
- ¬ Different kinds of lease inducements include:
 - ¬ rent-free period
 - ¬ reduction of rent
 - ¬ cash payment
 - ¬ leasehold improvements

Lease Inducements: Rent Free Period

- ¬ If a registrant landlord offers a rent-free period to a lessee, the landlord is considered to be making a supply of real property to the lessee **for no consideration** for the duration of the rent-free period.
- ¬ If there is no consideration paid or payable, the landlord is **not required to collect GST/QST.**

Lease Inducements: Rent Reduction

- ¬ If a landlord offers a rent reduction to a lessee, the consideration for the supply of real property to the lessee is the reduced amount, with GST/QST calculated on the reduced amount.
- ¬ If the reduction is on a previously issued invoice, or on an existing lease, if the taxes have been paid and the landlord adjusts the taxes (there is no obligation to do so) the landlord must issue a credit note with all the prescribed information to the tenant
 - ¬ Otherwise the landlord could be required to remit tax on the original, non-reduced amount

Lease Inducements: Cash Payment

- ¬ If the landlord makes a cash payment to the lessee as an inducement to enter into the lease, **the lessee is considered to have made a taxable supply** to the landlord.
- ¬ **The taxable supply is the service of entering into the lease.**
- ¬ The lessee collects and accounts for the GST/QST on this supply.
- ¬ The landlord may claim an input tax credit with respect to the GST/QST paid or payable to the lessee.

Lease Inducements: Leasehold Improvements

- ¬ Two of the most common situations are:
 - ¬ the landlord pays for the improvements
 - ¬ the landlord provides cash inducements for the lessee to carry out the improvements
- ¬ If the landlord pays for the leasehold improvements, the landlord, if a registrant, may claim input tax credits for the GST/QST paid on goods and services purchased to make the improvements. There are no GST/QST implications in this situation for the lessee.

Lease Inducements: Leasehold Improvements

- ¬ If the landlord provides a cash inducement for the lessee to carry out improvements, **the lessee is considered to have made a taxable supply** of the construction inputs (i.e., construction services and building materials) used to improve the leased property **to the landlord** for which the payment is consideration.
 - ¬ The lessee charges and collect GST/QST on the payment received from the landlord.
 - ¬ The landlord may claim an input tax credit with respect to the GST/QST paid or payable on the cash inducement to the lessee.
 - ¬ Also, the lessee could claim input tax credits with respect to the GST/QST paid or payable on purchases directly made by the lessee on goods and services used to improve the property.

Nominees

- ¬ Generally, a nominee titleholder has no powers and responsibilities to manage and/or dispose of the property, only the true beneficial owner would.
- ¬ As a result, the beneficial owner, rather than the nominee, would be involved in commercial activities relating to the property, and registration for purposes of the GST/QST by the beneficial owner would be required.
- ¬ Sometimes, the nominee is registered for GST/QST, and the beneficial owner is not.
- ¬ CRA used to be indifferent to this, as long as someone accounted for the tax, but are becoming stricter

Nominees

- ¬ Since the beneficial owners are considered to be engaged in the commercial activities relating to the property, they would be required to account for the GST/QST to the extent of their share of the trust property, to file GST/QST returns, and generally to comply with the obligations placed on registrants.
- ¬ Nevertheless, a nominee may also perform various duties as agent of the beneficial owners, or under some type of contractual arrangement with the beneficial owners
- ¬ A nominee can make an agent election to collect and remit tax on behalf of the beneficial owner, but only the beneficial owner can claim input tax credits

Nominees

- ¬ Pursuant to section 169 of the Act, a registrant is entitled to claim input tax credits for GST paid or payable on the inputs to be consumed, used or supplied in the course of commercial activities.
- ¬ A nominee is not engaged in the commercial activity of the property, and is not entitled to claim input tax credits in respect of the property.
- ¬ Instead, it is the beneficial owners who are entitled to claim input tax credits for the GST/QST on expenses relating to their commercial activities. These expenses may be incurred by the nominee acting as their agent.

Nominees

- ¬ This can cause problems with the self-assessment process, since if the beneficial owner is not registered then it cannot claim input tax credits
- ¬ Recommended to have both the nominee and beneficial owner registered, have the nominee earn a small fee, and have the beneficial owner account for GST/QST and input tax credits.
 - ¬ For a good discussion on this, see CRA *Technical Interpretation 10027* — "GST/HST reporting by nominee corporations", March 16, 2009
- ¬ In Quebec, the approach is harsher, and a specific procedure is required for self-assessment on the purchase of real estate, even if both the nominee and the beneficial owner are registered.

Nominees: Quebec - Acquisition

- ¬ Where commercial real property is being acquired using a nominee on behalf of the true beneficial acquirer, to ensure that the beneficial acquirer can self-assess the GST/QST (and thus not be out of pocket the sales tax at closing), Revenue Quebec's latest position (as best we can understand it) is as follows:
 1. Unregistered nominee who does not disclose to the vendor that it is acting as nominee = no self-assessment, nominee has to pay the tax, beneficial acquirer has to claim the input tax credits, so there can be a cash flow problem.
 2. Unregistered or registered nominee who does disclose to the vendor that it is acting as nominee = self-assessment works, and is done by the beneficial acquirer.

Nominees: Quebec - Acquisition

3. Registered nominee who does not disclose to the vendor that it is acting as nominee and uses its own registration number (so not the beneficial acquirer's number) = self-assessment only works if the existence of the nominee arrangement is disclosed to Revenue Quebec along with a copy of the agreement, and the self-assessment is then done by the beneficial acquirer.
4. Registered nominee who does not disclose to the vendor that it is acting as nominee and either does not use its own registration number or does not reveal the existence of the nominee arrangement with Revenue Quebec = no self-assessment, nominee has to pay the tax, beneficial acquirer has to claim the input tax credits, so there can be a cash flow problem.

Nominees: Quebec - Acquisition

- ¬ So basically the safest approach is to reveal the existence of the nominee-beneficial acquirer relationship to the vendor (in writing, for example in a side letter). However, if for commercial reasons you want to hide who the true beneficial acquirer actually is, then register the nominee, use the nominee's numbers in the sale agreement, and send notice of this to Revenue Quebec along with the nominee agreement.
- ¬ Note that Revenue Quebec indicates that the nominee agreement must have been entered into on or before the acquisition of the property. They also indicate that "in order for a nominee agreement to be recognized for tax purposes, the mandator and the mandatory must disclose the existence of the agreement and reveal its content to Revenu Québec", but it is not clear if that needs to be done in all cases on a current basis, or only in the future if asked.

Nominees: Quebec - Sale

- ¬ Sale by a nominee: see bulletin *Revenue Quebec TVQ. 16-30/R1*, December 29, 2011
 - ¬ 19. Where a taxable supply of an immovable is made by way of sale by the owner of the immovable **through a nominee** and section 423 of the AQST does not apply, **the nominee collects the QST** in respect of the supply according to the terms of the nominee agreement entered into by the owner of the immovable and the nominee.
 - ¬ However, the QST so collected by the nominee **must still be included in determining**, under section 428 of the AQST, **the net tax of the owner of the immovable**. In that situation, the general rules of civil law referred to in point 12 of this bulletin apply.

Nominees: Quebec - Sale

- ¬ 12. The general rules of civil law governing mandates apply in that situation. Under those rules, a supply made by a person acting as a mandatary of another person (the mandator) must be considered to have been made by the mandator and not by the mandatary.
- ¬ 20. ... pursuant to section 41.0.1 of the AQST, the owner of the immovable and the nominee **may jointly elect to have the QST payable in respect of the supply of the immovable made by way of sale through the nominee included in determining the nominee's net tax.**
 - ¬ Where such an election is made, the owner of the immovable nevertheless remains solidarily liable with the nominee for all obligations that arise upon or as a consequence of the QST becoming collectible or any failure to account for or remit the QST.

Nominees: Quebec - Operational

- ¬ Where legal title and beneficial ownership of real estate are held in different entities, as a precaution we advise that the Nominee and the Beneficial Owner both be registered for GST/QST.
- ¬ This is because Revenue Quebec enjoys refusing input tax credits on the basis that the wrong entity was claiming the refund, and then when the "right" entity tries to obtain the refund Revenue Quebec refuses the claim because that entity was not registered for GST/QST.

Nominees: Purchase Nomineeco

- ¬ You could have a situation where our client has purchased real estate directly, plus purchased the shares of the nominee, and then later Revenue Quebec assesses the nominee for denied ITCs/ITRs.
- ¬ Then our client has to try to get the previous owner to instead claim the refunds, get that money from Revenue Quebec, and give the refunded amounts to the nomineeco so that it can pay the assessment.
- ¬ This can be difficult, if for example the previous owner was not registered, is insolvent, no longer exists, or just does not want to cooperate, plus there is a time limit to claim such refunds.
- ¬ There may be a concern that the previous owner (or its creditors) might try to keep the refunded money. Also, the refunds to the previous owner would not cover interest and penalties assessed against the nominee.

Nominees: Purchase Nomineeco

- ¬ So as part of the due diligence process, you may want to inquire as to whether the nominee is registered, and if it has been claiming ITCs/ITRs in respect of the property instead of the beneficial owner doing so.
- ¬ You may wish to see copies of the GST/QST returns of the beneficial owner and nominee, and also consider how to work into the sale agreements mechanisms to deal with what happens if Revenue Quebec years later assesses the nominee for denied ITCs/ITRs (such as: if the nominee is assessed for denied ITCs/ITRs in respect of a pre-acquisition period then the previous beneficial owner undertakes to immediately file for the appropriate ITCs/ITRs and pay such amounts to the nomineeco, plus indemnify for any interest/penalties or any ITCs/ITRs which cannot be refunded).
- ¬ Post-acquisition, there is a tendency for any inherited management staff to just keep doing the filings the same way as before, and so the buyer should make sure that the new beneficial owner is itself claiming the ITCs/ITRs under its own registration numbers, and not under the nomineeco's numbers.

Nominees & Joint Ventures

- ¬ If the nominee has been designated as the “operator” but does not have under an agreement in writing the managerial or operational control of the joint venture (other for example than doing the sales tax filings and handling bank accounts), then Revenue Quebec could invalidate the joint venture election and deny all of ITCs/ITRs claimed by the nominee as operator (potentially with interest and penalties), and the co-owners would have to try to claim them instead.
- ¬ For example, the CRA has indicated that if the operator has engaged no staff to perform any of the operator’s duties it is doubtful whether they have managerial or operational control (CRA GST/HST Notice 284, February 2014).
- ¬ **Thus a nominee which does not actually manage the property should not be designated as the “operator” to account for tax on behalf of the co-owners. One of the co-owners should do so, or a company which actually manages the property.**

Thank You!

Fred Purkey & Quentin Lageix